

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في
الصحافة الوطنية

03/12/2013

Droits de l'Homme : Aucun détenu politique au Maroc, selon le SG du CNDH

A une semaine de la célébration de la Journée mondiale des droits de l'Homme, prévue le 10 décembre, voilà qu'un autre responsable marocain vient de rejeter catégoriquement l'existence de détenus politiques ou d'opinion dans les prisons du royaume. Cette fois, c'est donc au tour de Mohamed Sebbar, le secrétaire général du CNDH, de jouer cette partition, bien entendu en introduisant une touche personnelle. Pour l'ancien président du Forum Vérité et Justice, il est révolu le temps au Maroc des détentions arbitraires, des exactions et des disparitions forcées. Des propos tenus, le samedi 30 novembre à Tanger, lors d'une rencontre, au cours de laquelle, Sebbar aurait affirmé que, durant les deux dernières années, c'est à dire depuis sa nomination, le 2 mars 2011, au côté de Driss Yazami à la tête du CNDH, le Maroc a réalisé de grandes avancées en matière de respect des droits de l'Homme. Et de lancer le défi aux différentes ONG nationales et internationales de prouver un seul cas de détention politique au Maroc ces deux dernières années. Des propos qui devraient être suivis par une levée de boucliers au sein du tissu associatif.

Sebbar sur les traces de Ramid

Les affirmations de Mohamed Sebbar ne sont pas sans rappeler celles de Mustapha Ramid. Pour mémoire, à l'occasion d'un entretien, datant du 29 juillet 2012, accordé à la chaîne basée au Liban Al Mayadeen, le ministre de la Justice et des Libertés s'est dit convaincu qu'« il n'y a pas de détenu politique au Maroc parmi les 65 mille prisonniers ». Et que depuis janvier 2012 (date de sa nomination à la tête du département de la Justice) « aucune disparition forcée n'a été enregistrée ».

Devant le tollé qu'avaient suscité, en son temps, ses déclarations, le PJDiste avait été contraint, deux semaines plus tard, de publier un communiqué dans lequel il soutenait que ses propos avaient été « sortis de leur contexte ».

Une nouvelle génération de détenus

En dépit des déclarations, au demeurant très rassurantes, des responsables marocains sur le sujet, les associations des droits de l'Homme n'ont pas encore changé de position. Pour elles, tout en reconnaissant que la détention politique n'est plus une politique systématique de l'Etat, précisent qu'elle est encore pratiquée avec des chiffres à l'appui.

Par ailleurs, les dernières années ont connu l'apparition de nouveaux détenus pour des causes sociales, du genre raccordement aux réseaux de l'eau et l'électricité, enclavement d'une région par la réalisation d'un tronçon routier ou la construction d'un pont sur un oued. Des revendications exprimées par des manifestations qui se soldent, souvent, par des arrestations. Lesquelles passent, dans la majorité des cas, inaperçues mais donnent naissance au Maroc à une nouvelle génération de détenus.

Protection des droits de l'Enfant: La présidente de l'Observatoire national des droits de l'Enfant (ONDE) SAR la Princesse Lalla Meryem préside à Tanger la Convention

M. ABOUABDILLAH

Sous le Haut Patronage de SM le Roi Mohammed VI et dans le cadre de la commémoration du 20ème anniversaire de la ratification par le Maroc de la Convention des Nations unies des droits de l'Enfant (CNUDE), SAR la Princesse Lalla Meryem, présidente de l'Observatoire national des droits de l'Enfant (ONDE), a présidé en fin de matinée de jeudi à la salle couverte omnisports de Ziaten à Tanger, la séance d'ouverture des travaux de la première Convention "Jeunes pour les droits de l'enfant" et la cérémonie de signature de cinq conventions entre l'ONDE, d'une part, et des départements gouvernementaux, des institutions nationales et des conseils élus, portant sur la protection des droits de l'Enfant.

tte rencontre qui sera clôturée ce samedi et qui a pour objectif d'ancrer les différents acquis concernant la situation de l'enfant au Maroc et déterminer de nouvelles approches pour traiter les problèmes et difficultés de l'enfant, vise aussi à créer un espace de discussion entre jeunes en faveur de l'enfant et ses droits, dans le but de relancer le débat autour de la place de l'enfant dans la société.

A son arrivée à la salle couverte omnisports de Ziaten, SAR la Princesse Lalla Meryem a passé en revue un détachement de la Garde municipale qui rendait les honneurs, avant d'être saluée par le ministre de l'Intérieur, Mohamed Hassad, le ministre de la Justice et des libertés, Mustafa Ramid, le ministre de la Jeunesse et des sports, Mohamed Ouzzine, la ministre de la Solidarité, de la femme, de la famille et du développement social, Bassima El Hakkaoui, le wali de la région de Tanger-Tétouan, Mohamed Yacoubi, ainsi que par plusieurs personnalités civiles et militaires, des élus et des membres de l'ONDE.

Ont pris part à cette première Convention "Jeunes pour les droits de l'enfant", quelque 2.000 personnes, dont des jeunes anciens membres du Parlement de l'Enfant, ainsi que les membres actuels, aux côtés de militants des droits de l'Homme, d'experts, d'acteurs associatifs et de personnalités du monde des arts et du sport.

La rencontre a été marquée par l'organisation de plusieurs ateliers, forums, tables rondes et conférences visant à engager une réflexion ouverte sur la situation réelle de l'enfant dans la société et sur l'évolution des droits des enfants durant ces deux dernières décennies, à travers une mise en relief des priorités d'actions qu'il convient de retenir pour la consolidation des acquis des droits des Enfants, telles que "l'Enfant et la Santé mentale", "l'Enfant et la protection juridique", "les Enfants en situation difficile", "l'Enfant et l'équité dans l'accès au savoir", "l'Enfant et les nouveaux médias" et "les droits des Enfants à la lumière des Objectifs.

Pour la clôture de l'événement, un marathon symbolique doit être organisé ce samedi autour du thème "la sécurité et la protection de l'Enfant est l'affaire de tous". Ce marathon doit réunir 15.000 participants venus des quatre coins du monde et du Maroc.

Au cours de la cérémonie d'ouverture des travaux, des personnalités nationales et internationales et d'anciens membres du Parlement de l'Enfant ont présenté des témoignages saluant les efforts de l'ONDE et l'action de SAR la Princesse Lalla Meryem, ayant permis de renforcer la protection des droits de l'Enfant au Maroc, améliorer les différents indicateurs relatifs à la situation de l'enfance et promouvoir la culture des droits de l'Enfant au niveau des différents secteurs.

Selon l'acteur associatif, M. Mohamed Mjid, le Maroc a réalisé de grandes avancées en matière de protection des droits de l'Enfant, grâce aux efforts de l'ONDE, une institution de première importance pour la promotion, le suivi et la protection des droits de l'enfant, dira-t-il.

Mme Vellina José Antonio Sierra, représentant des Nations Unies pour la jeunesse, a, pour sa part, mis en exergue le grand potentiel des jeunes en Afrique en général et au Maroc en particulier, soulignant l'importance d'associer les jeunes dans la réflexion et dans les actions visant à promouvoir les droits de l'Enfant.

Pour sa part, l'ambassadeur des bonnes volontés de l'UNESCO, M. Modibo Diara, a salué les efforts déployés par le Maroc pour la promotion et la protection des droits de l'Enfant durant les vingt dernières années, notant que l'organisation de cette Convention témoigne de l'intérêt apporté à cette question faisant du Maroc un exemple à suivre sur le plan africain.

<http://www.lejournaldetanger.com/article.php?a=4577>

03/12/2013

Conseil national des droits de
l'Homme

1

www.cndh.org.ma

« Les efforts de SAR la Princesse Lalla Meryem dans le domaine de l'enfance nous honorent tous et nous rendent fiers » dira-t-il, appelant les jeunes participants à cette rencontre à profiter de cette plate-forme de discussion et d'échange pour favoriser l'émergence d'une génération agissante.

A cette occasion, SAR la Princesse Lalla Meryem a procédé à la remise d'attestations de mérite à des jeunes venus d'Afrique, de Roumanie, de Bulgarie, d'Allemagne, d'Espagne, de Serbie et de Chine, participant à une modélisation des Nations unies (Model United Nations-MUN) organisée dans le cadre de cette Convention dans le but de capitaliser sur un échange des bonnes pratiques sur le thème de la sécurité de l'enfant.

La MUN est une simulation qui a pour but de former les participants aux négociations internationales mais aussi à la diplomatie. Animé par des jeunes en provenance de plusieurs pays, le MUN est destiné à promouvoir une meilleure participation des jeunes à la vie de la collectivité nationale.

D'autre part, SAR la Princesse Lalla Meryem a présidé, sur place, la cérémonie de signature de cinq importantes conventions détaillées comme suit :

La première convention constitue un accord cadre de partenariat liant le ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle et l'ONDE, portant sur l'équité dans l'accès au savoir. Cette convention, signée par le ministre de l'Education nationale et de la formation professionnelle, Rachid Belmokhtar et la première vice-présidente de l'observatoire, le Dr Amina Malqi Tazi, vise notamment le renforcement de la coopération dans la lutte contre la violence en milieu scolaire et l'amélioration de l'accès au savoir.

La deuxième convention, signée entre l'ONDE et le ministère de la Santé, porte sur "la protection de la santé psychologique et mentale de l'enfant". Elle a été signée par le Dr Malqi Tazi et le ministre de la Santé, le Dr El Hossein El Ouardi, avec pour objectif de protéger les enfants du fléau des drogues et soutenir les programmes de santé psychologique et mentale en faveur de l'enfant.

Une troisième convention entre le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) et l'ONDE concerne un accord de coopération et de partenariat sur "les mécanismes référentiels pour la protection de l'enfant". Signé par le président du CNDH, Driss El Yazami et Mme Malqi Tazi, cet accord entend consacrer l'approche des droits de l'Homme dans l'ensemble des affaires concernant l'enfant et coordonner l'action des différents intervenants dans le domaine de la protection des droits de l'Enfant.

La quatrième convention a été conclue entre l'ONDE, la wilaya de la région de Tanger-Tétouan et le Conseil de la région de Tanger-Tétouan. Elle vise à mettre en place un programme intégré pour la protection de l'enfance au niveau de la région et développer les mécanismes à même de réaliser les objectifs de ce programme.

Cette convention a été signée par le wali de la région Tanger-Tétouan, Mohamed Yacoubi, le président du Conseil de la région, Rachid Mohamed Rachid Talbi Alami et le Dr Amina Malqi Tazi.

La cinquième et dernière convention qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre du programme "Tanger ville sûre pour l'Enfant", a été signée par le Dr Amina Malqi Tazi pour l'ONDE, par le wali de la région Tanger-Tétouan, Mohamed Yacoubi et par le maire de Tanger, Fouad El Omari. M. ABOUABDILLAH



مزوار: قضية الصحراء دخلت مسارا معقدا بعد دخول الجزائر على خط الهجوم

محمد ياسين

دعا صلاح الدين مزوار إلى معالجة الأخطاء المرتكبة في تدبير ملف قضية الصحراء، بهدف تقوية الثقة لدى السكان المحليين، من خلال إيجاد حلول عملية لمشاكلهم والتعامل مع التجاوزات المعزولة لحقوق الإنسان بالمنطقة من منظور تفعيل الآليات الوطنية لمراقبة حقوق الإنسان. ودعا رئيس التجمع الوطني للأحرار ووزير الشؤون الخارجية والتعاون، خلال اجتماع اللجنة الخاصة بمتابعة ملف قضية الصحراء بالحزب، أول أمس السبت، منتخبي الجهات الصحراوية الثلاثة بتقديم المقترحات الضرورية بتجاوز الأخطاء المرتكبة في تدبير الملف ميدانيا. مشيرا إلى أن هذه المقترحات تروم وضع إجراءات وتدابير عملية بهدف تجاوز كل ما من شأنه أن يستغل من لدن الخصوم كأوراق لضرب المغرب أو المساس بصورته في الخارج.

وقال صلاح الدين مزوار أمام اللجنة، بحضور الوزيرة المنتدبة في الخارجية، امباركة بوعيدة، إن الوضع الذي تجتازه قضية الصحراء اليوم يفرض التحلي بالمزيد من اليقظة والحذر والتعبئة المستمرة في مواجهة مخططات الخصوم التي لا تنتهي. وأضاف أن ملف القضية الوطنية قد أخذ مسارا معقدا بدخول الجزائر، بشكل مكشوف، على خط الهجوم المستمر على المغرب. واعتبر أن هذا الوضع يقتضي التجاوب الفعلي مع جميع انتظارات ساكنة المنطقة، من خلال تنزيل النموذج التنموي للأقاليم الجنوبية للمملكة ومباشرة الإصلاحات الاقتصادية والاجتماعية، مع مراعاة الخصوصيات الثقافية والاجتماعية للمنطقة. وشدد وزير الشؤون الخارجية والتعاون على ضرورة معالجة الأخطاء المرتكبة في السابق في تدبير الملف، والعمل على إعادة وتقوية الثقة لدى السكان المحليين، من خلال إيجاد حلول عملية لمشاكلهم، دون إغفال التعامل مع التجاوزات المعزولة لحقوق الإنسان بالمنطقة من منظور تفعيل الآليات الوطنية لمراقبة حقوق الإنسان.

وهو ما من شأنه، حسب مزوار، أن يسحب البساط من تحت أقدام المتربصين بالوحدة الترابية للمغرب الذين يحركون ملف حقوق الإنسان بأساليب مفبركة متعددة وعلى رأسها استعمال المال للتأثير على تقارير بعض الهيئات الدولية.

وأبرز أهمية التوصيات التي انتهى إليها عمل المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، مشيرا إلى ضرورة خلق المناخ السليم الكفيل بأجرتها على أرض الواقع ومعالجة الأخطاء المرتكبة من أجل الاستجابة لتطلعات سكان المنطقة. وشدد في نفس السياق على أهمية الإنجازات التي حققها المغرب على المستوى الحقوقي والديمقراطي سواء في شمال المغرب أو جنوبه.

واتهم صلاح الدين مزوار الجزائر ب «التحكم في قرارات البوليساريو» التي تسبب في عرقلة مسلسل المفاوضات الرامية إلى التوصل لحل سياسي، باعتباره السبيل الوحيد الذي سيمكن ساكنة الأقاليم الجنوبية من تدبير شؤونها في إطار الحكم الذاتي الذي يقترحه المغرب، مؤكدا على ضرورة تفعيل توصيات المجلس الوطني لحقوق الإنسان ذات الصلة في كل أبعادها الحقوقية.

وجدد وزير الشؤون الخارجية والتعاون تأكيد التزام المغرب بدعم جهود المبعوث الأممي للأمم المتحدة للتوصل إلى حل سياسي متوافق حوله يضع حدا لهذا النزاع المفتعل. وأبرز أن تطورات الأخيرة أحدثت انفراجا ميدانيا وفوتت الفرصة أمام المتربصين من خصوم الوحدة الترابية والمكتسبات التي حققها المغرب في الآونة الأخيرة على مستوى المنتظم الدولي والقوى الدولية الكبرى، خاصة بعد الزيارة الملكية الأخيرة لواشنطن.

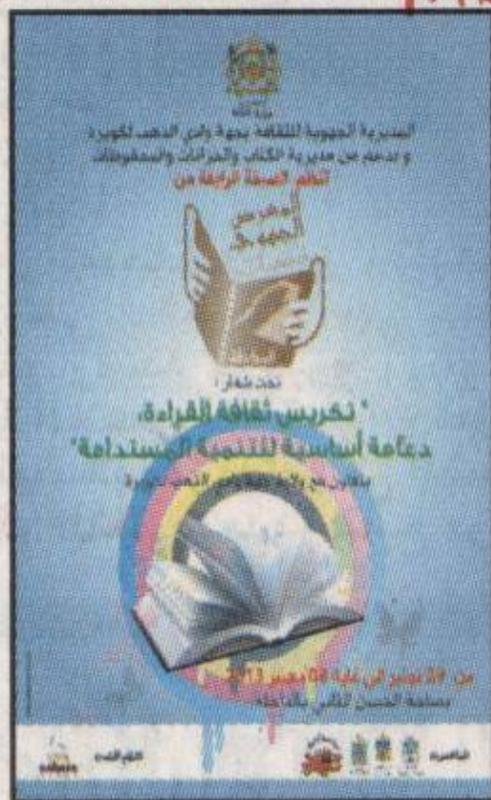


المعرض الجهوي الرابع للكتاب بالداخلة

22767/186

تنظم حاليا المديرية الجهوية للثقافة بجهة وادي الذهب لكويرة بكويرة بدعم من مديرية الكتاب والخزانات والمحفوظات لوزارة الثقافة، وبالتعاون مع ولاية جهة وادي الذهب لكويرة، المعرض الجهوي الرابع للكتاب تحت شعار: «تكريس ثقافة القراءة، دعامة أساسية للتنمية المستدامة» وذلك إلى غاية 8 دجنبر الجاري بساحة الحسن الثاني بالداخلة. وتعرف هذه التظاهرة إلى جانب معرض الكتاب، تنظيم برنامج ثقافي يشمل على فقرات ثقافية متنوع، أبرزها تنظيم ندوات هامة الأولى في موضوع «نظرات في أرشيف الصحراء في المكتبتين الوطنيتين المغربية والفرنسية» من تقديم الدكتور بوزيد الغلي وذلك بمناسبة اليوم الوطني للأرشيف، والثانية حول موضوع «التربية الحقوقية بالجهة، واقع وآفاق» من تأطير

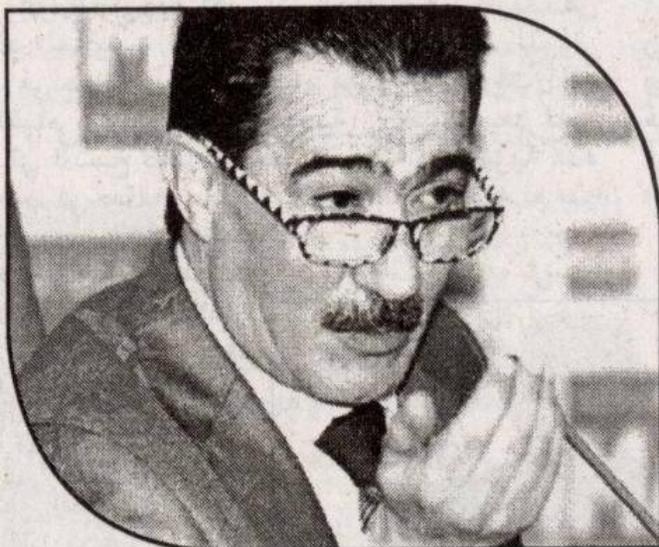
الأستاذ أحمد العهدي، والثالثة حول موضوع «دور التربية والتثقيف في الممارسة الحقوقية» من تأطير الأستاذ الدخيل الموساوي. والندوتان تنظمان بالتعاون مع اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالداخلة؟ أوسرد، التابعة للمجلس الوطني لحقوق الإنسان.





محمد الصبار: حقبة الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان انتهت

2276713



تحدى محمد الصبار، الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، أولئك الذين يطلقون مزاعم بشأن وجود معتقلين سياسيين بالمغرب إن هم قدموا اسم معتقل سياسي واحد خلال السنتين الأخيرتين.

وقال الصبار الذي كان يتحدث خلال ندوة بطنجة حول 'التجربة المغربية في العدالة الانتقالية' أن «حقبة الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان انتهت»، مضيفاً: «من قال أن في المغرب معتقلين سياسيين واختطافات وتعذيب في السجون؟، لقد انتهى الأمر».



وجمة نظر: ... إلى اليازمي والصببار

عزيز اجهيلي 22/11/2013

تكشف العديد من الإجراءات الدستورية التي أقدمت عليها فرق برلمانية بعد تعيين حكومة بنكيران «بيس» على أن بعض الممارسات السياسية والدستورية أيضا متذبذبة وتحتاج إلى الكثير من الضبط والحكمة والتريث.

قرأنا، منذ أسبوعين، عن سحب التجمع الوطني للأحرار لمقترح قانون تفعيل رسمية الأمازيغية في مجالات الحياة العامة، والخاص بتفعيل مقتضيات الفقرة الرابعة من الفصل الخامس من الدستور والمتعلقة بالنيات ترسيم اللغة الأمازيغية وسبل إدماجها في الحياة المؤسساتية والفضاء العام بالمغرب، ولا مجال للوقوف عند ما خلفه هذا الإجراء، خاصة في أوساط الأمازيغ، لكن حينما نسمع من مصادر موثوقة أن فريق العدالة والتنمية هو الآخر سحب مقترح قانون تنظيمي متعلق بالمحكمة الدستورية، فإننا نقف مندهشين لمثل هذه الإجراءات المباغتة، ونؤكد أن المرحلة ليست كما يروجون، على أنها مرحلة لتزليل الدستور وتفعيل مضمائمه، بل المرحلة لعرقلة هذا التزليل. إن مقترح القانون التنظيمي المتعلق بالمحكمة الدستورية قدمه أعضاء من فريق العدالة والتنمية بمجلس النواب إلى اللجنة المختصة، لجنة العدل والتشريع، في دورة أكتوبر 2012-2013، ومن هؤلاء الأعضاء محمد بن عبد الصادق، محمد خيري، سليمان الغرامي وآخرين وذلك يوم 13/11/2012، وتاريخ إحالة هذا المقترح هو 10/12/2012. وفي موضوع المحكمة الدستورية، فقد سبق للمجلس الوطني لحقوق الإنسان أن أعد مذكرة في

شهر مارس من سنة 2013، اعتبارا لكون الحوار الوطني حول إصلاح العدالة يشكل بالنسبة للمجلس الوطني لحقوق الإنسان فرصة تاريخية، ولقاء تشاوريا للمبادئ الأساسية المتعلقة بالقوانين التنظيمية والعادية للولوج إلى العدالة، ويوصف المجلس مؤسسة وطنية اعتزم المساهمة في نقاش عمومي متعلق بإصلاح منظومة العدالة.

فإن وقفنا عند مبررات الفريقين، نجد بالنسبة للتجمع الوطني للأحرار يقول في بيان له: «تنفيذا للتوجهات الملكية السامية والمتعلقة باعتماد التوافق والانفتاح والروح التشاركية في إعداد إخراج القوانين التنظيمية باعتبارها نصوصا مكملة للدستور وبهدف تفعيل إرادة البناء الجماعي للنصوص التشريعية المفصلة للدستور، وتجاوب فريق التجمع الوطني للأحرار بمجلس النواب بسحب مقترح القانون التنظيمي المتعلق بالأمازيغية المعروض أمام اللجنة المختصة للتداول والدراسة...»

أما مبرر العدالة والتنمية بخصوص سحب مقترح القانون التنظيمي المتعلق بالمحكمة الدستورية، فهو حسب مصادرها، التضامن الحكومي، انسجاما مع مبدأ السير بسرعة موازية سياسيا ودستوريا لا بالنسبة للحكومة ولا بالنسبة للفريق الموالية لها. وأكدت المصادر ذاتها أن هذا هو السبب الوحيد من وراء سحب التجمع الوطني للأحرار مقترح القانون التنظيمي المتعلق بالأمازيغية. وبهذا يمكن الدفع بملاحظة، تفيد أن التجمع الوطني للأحرار لم يرض بالقول، إن التضامن الحكومي هو الذي كان وراء سحبه لهذا المقترح، لسبب بسيط هو إعطاء طابع

الاستقلالية لما قام به، وبأن الانسجام مع التوجهات الملكية هي التي تحكمت في ذلك، لكن خبايا الأمور أكدت غير ذلك.

وفيما يتعلق بإجراء العدالة والتنمية، فإنه يتضمن رسالتين، الأولى أشرنا إليها، وهي السعي لعرقلة تفعيل مضمائمين الدستور. والرسالة الثانية مبطنة، تستهدف بالتحديد المجلس الوطني لحقوق الإنسان، وذلك لأنه ليس المرة الأولى التي يفهم على أن هناك شأن بين المجلس والعدالة والتنمية، فقد سبق لرئيس فريق العدالة والتنمية بمجلس النواب، أن هاجم المجلس وطلب منه بالدراسة المغربية أن «يدخل سوق راسو»، وفي موضوع المحكمة الدستورية، فكاننا بفريق العدالة والتنمية يقول للمجلس الوطني لحقوق الإنسان مرة أخرى، إنه ليس في حاجة إلى مذكرة أو مقترح في هذا الصدد، حتى وإن تطوع المجلس وتقدم بمذكرة، فإنه بإمكان فريق العدالة والتنمية أن يوقف هذا المسار ليحد من عملية يكون للمجلس فيها أثر.

ذكرنا أن المعنى الوحيد من سحب عملية القانون التنظيمي للمحكمة الدستورية هو عرقلة تفعيل دستور 2011، وهذا لا غبار عليه بدليل أن المخطط التشريعي للحكومة، والذي مازال فيه النقاش راكدا، وضع القانون التنظيمي المتعلق بتحديد قواعد تنظيم المحكمة الدستورية في المحور الأول من الجزء الأول وسبق أن وضعه في المسودة في الرقم الترتيبي 3 وأعطى للمجلس الدستوري ووزارة العدل والحريات والأمانة العامة للحكومة مهمة إعداده، وحدد تاريخ إعداد هذا القانون في نهاية سنة 2012، ونحن الآن في الأيام الأخيرة من سنة 2013، وهكذا فالعرقلة لا تحتاج إلى استدلال.



بن كيران يربط حماية الأرشيف الوطني وتوثيقه بمنع تكرار الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان بالمغرب

محمود معروف

DECEMBER 2, 2013

الرباط. 'القدس العربي': يولي المسؤولون المغربي اهتماما خاصا بالأرشيف الوطني لما يحفظه من تاريخ ووقائع، خاصة فيما يتعلق بحقوق الإنسان، قد تتبدد حقيقتها مع مرور الوقت وتصبح ذاكرة شفوية قابلة للتشويه والتحريف.

وأعلن العام الماضي عن قيام 'مؤسسة أرشيف المغرب' واعتبار يوم 30 تشرين الثاني/نوفمبر من كل عام اليوم الوطني للأرشيف الذي احتفل به أول أمس الأحد بالرباط برئاسة رئيس الحكومة عبد الإله بن كيران الذي ربط حماية الأرشيف الرسمي وتوثيقه بمنع تكرار الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان، وأعلن تخصيص قطعة أرضية لبناء مقر للمؤسسة المحدثة في السنوات القليلة الماضية. وقال بن كيران أن صدور القانون الخاص بالأرشيف، 69-99، كان تجسيدا لتوصيات هيئة الإنصاف والمصالحة وواحد من التدابير 'الرامية إلى تعزيز المنظومة الحقوقية في بلادنا وتقوية دعائم دولة الحق والقانون'.

واعترف بالوضع المزري التي يوجد عليها الأرشيف في المغرب، حيث مكانه الآن هو الأقبية المظلمة للإدارات المغربية، ويشغل فيه الموظفون غير المرغوب فيهم؛ ودعا إلى العمل على تجاوز هذه النظرة الضيقة للأرشيف ورد الاعتبار إليه كإنتاج حضاري ودعامة للتنمية. وقال ليس علينا أن نخجل من الأرشيف المغربي ليرى المغربي ما كتبه وما قاله من صنعوا الوقائع ونتقدم إلى الامام. وأضاف إن الأرشيف في المغرب يوجد في حالة مزرية بعدما طاله النسيان طيلة عقود، وإن 'النسيان أحيانا يكون مقصودا'. وقال بن كيران إن التحقيقات التي همت مرحلة الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان في المغرب، 'أثبتت باللمس الحاجة الملحة لتنظيم وتقنين الأرشيف وجعله مرجعا يحتكم إليه لضبط الوقائع والاختلالات'. وأنه راسل مختلف القطاعات الحكومية الممثلة في مؤسسة أرشيف المغرب، كي تعين من يمثلها في لجنة أوكلت إليها دراسة الإجراءات الواجب اتخاذها لتدارك الوضع الحالي، وإن هذه اللجنة ستكشف عن ثمارها قريبا التي من بينها تخصيص قطعة أرضية 'لإنجاز مشروع بناء مقر جديد لمؤسسة أرشيف المغرب تتوفر فيه المعايير والمواصفات التقنية الدولية ويشكل مفخرة لبلادنا'. وقال المستشار الملكي اندري أزولاي، إنه ومن خلال إقرار اليوم وطني للأرشيف، 'يعبر المغرب عن إرادته وعزمه الحفاظ على ذاكرته وتاريخه'، مشددا على أن 'هذا الخيار ليس عبثا ولكنه رسالة للمجتمع الدولي مفادها أن المغرب بلد يؤمن بالتعددية ولا يتنكر لتاريخه'. وأوضح جامع بيضا مدير مؤسسة أرشيف المغرب أنه ورغم التأخر الذي راكمه المغرب، 'هناك إرادة سياسية حقيقية للسير قدما قصد المحافظة على إرث وهوية المغرب المرتبطين بشكل وثيق بتدبير الحاضر والمستقبل'. وأضاف أن التعاطي الرسمي الجديد مع الأرشيف، 'يعكس انخراط بلادنا على طريق الديمقراطية حيث الوصول إلى المعلومة يشكل أحد انتظارات المجتمع وحقا كرسه دستور 2011'. وكشف بيضا عن أن مؤسسة أرشيف المغرب، أبرمت اتفاقيات شراكة وتعاون مع مؤسسات فرنسية لتدبير الأرشيف للاستفادة من تجاربها في هذا المجال، خاصة تكوين الفرق الإدارية ورقمنة الوثائق والدعم التقني الضروري.

من جهة أخرى يرفع المجلس الوطني لحقوق الإنسان (هيئة رسمية) الأسبوع المقبل، إلى الديوان الملكي تقريره السنوي حول حالة حقوق الإنسان بالمغرب بعدما انتهى من وضع لمساته الأخيرة على صيغة التقرير، والترجمات التي خضع لها للفرنسية والإنكليزية والإسبانية. ويتزامن رفع المجلس تقريره مع احتفال العالم باليوم العالمي لحقوق الإنسان الذي يصادف 10 كانون الأول/ديسمبر من كل سنة. ويشكل إصدار هذا التقرير، بالنسبة لموقع اليوم حدثا مهما بالنسبة إلى المجلس نفسه أو الحكومة أو مختلف الفاعلين في مجال حقوق الإنسان على الصعيدين الوطني والدولي. ومنتظر أن تحوز حالة حقوق الإنسان في الصحراء الغربية حيزا مهما من التقرير، باعتبارها ورقة سياسية بالنزاع الدائر على المنطقة بين المغرب وجبهة البوليزاريو.

زوبعة في فنجان المنتدى المغربي من أجل الحقيقة والإنصاف. المجلس الوطني لحقوق الإنسان يقسم المنتدى ويشعل الصراع بين مكونات سياسية

أنس العمري

الاثنين 2 ديسمبر 2013 - 14:30

يبدو أن الأجواء داخل المنتدى المغربي من أجل الحقيقة والإنصاف ليست على ما يرام. ففي الوقت الذي كان ينتظر فيه الجميع إصدار البيان العام، الذي تعود المتبعون على رؤيته النور عشية المؤتمر، أصدرت رئاسة المؤتمر الوطني الرابع للمنتدى بيانا أعلنت فيه أن هيئة الرئاسة اجتمعت، يوم 30 نونبر الماضي، بالمقر المركزي في الدار البيضاء، وقررت دعوة المجلس الوطني إلى الاجتماع، يوم 22 دجنبر الجاري، بداري المحامي لانتخاب الأجهزة. وأثار الإعلان حالة من عدم الرضا وسط أعضاء المنتدى. وقال مصدر مطلع، لـ "كود"، إن هيئة الرئاسة، التي كانت عينت مرحليا، انتهى دورها بانتهاء المؤتمر وانتخاب أعضاء المجلس الوطني، البالغ عددهم 87 عضوا. وعلق المصدر على الإعلان بسخرية وغضب "ما على لجنة الرئاسة إلا أن تستمر في عملها في الزمان والمكان حتى يتم الإعلان عن انتهاء أشغال المؤتمر، الذي يبدو أن أشغاله ما زالت مستمرة، وتتفق كل الأطراف المتصارعة على صيغة توافقية أخرى وإسناد المسؤوليات إلى من يتم التراضي والرضى عنهم".

المجلس يشعل المنتدى

بدأت بوادر "الخلاف" بين المكونات السياسية الممثلة في المنتدى تلوح في الأفق أثناء انعقاد المؤتمر الرابع، لتمتد إلى ما بعده، وهو ما جعل البيان العام لم يرى النور إلى اليوم. ويرجع السبب، حسب ما أكدته مصادر موثوقة، لـ "كود"، إلى تفجر خلافات بخصوص العلاقة ما بين المنتدى والمجلس الوطني لحقوق الإنسان. ففي الوقت الذي طالبت فئة عريضة بـ "القطع، على مستوى التنسيق والترتيب، مع المجلس الوطني لحقوق الإنسان، شدد فئة أخرى على ضرورة "المحافظة على مكانة المنتدى داخل المجلس لتحقيق الأهداف المرجوة". وجاء تقرير لتيار النهج حول نتائج المؤتمر، وصفه البعض بـ "البيان قبل البيان العام"، "خلافًا لما تروجه أجهزة الدولة، وأساسا منها ما يسمى بالمجلس الوطني لحقوق الإنسان، أكد بيان المؤتمر على الشروط الأساسية لأي طي لصفحة الماضي، والمتمثلة فيكشف الدولة الشامل عن الحقيقة وتحديد المسؤوليات ومساءلة الجلادين ومناهضة الافلات من العقاب وجبر الضرر المنصف، المادي والمعنوي، الفردي والجماعي، وفي القيام بإصلاح سياسي ومؤسسي وبصون كرامة الضحايا وضمان عدم التكرار". وأضاف "بعد تسجيل المؤتمر لمواقف أخرى إيجابية جدا، شكل الموقف من المجلس الوطني لحقوق الإنسان أبرز المواقف التي عبر عنها المؤتمر، حيث اعتبره جهازا في خدمة السلطة لا يختلف شيئا عن المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان السابق من حيث استهتاره بمطالب الضحايا واجتماع المغربي عامة والتنكر لها والمناورة عليها، وقرر مراجعة تواجد المنتدى به وكلف المجلس الوطني الجديد الذي تم انتخابه بتنفيذ هذا القرار".

http://www.goud.ma/%D8%B2%D9%88%D8%A8%D8%B9%D8%A9-%D9%81%D9%8A-%D9%81%D9%86%D8%AC%D8%A7%D9%86-%D8%A7%D9%84%D9%85%D9%86%D8%AA%D8%AF%D9%89-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%BA%D8%B1%D8%A8%D9%8A-%D9%85%D9%86-%D8%A3%D8%AC%D9%84-%D8%A7%D9%84%D8%AD%D9%82%D9%8A%D9%82%D8%A9-%D9%88%D8%A7%D9%84%D8%A5%D9%86%D8%B5%D8%A7%D9%81-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%AC%D9%84%D8%B3_a38141.html



أخبار وتقارير مغربية

ربطوا التراجع عن الخطوة بالانسحاب
من المجلس الوطني لحقوق الإنسان

ضحايا سنوات الرصاص يجمدون عضويتهم بالمنتدى المغربي من أجل الحقيقة والإنصاف

الرباط - دلتا العطاونة 771/4

أقدمت مجموعة من ضحايا سنوات الرصاص ومؤتمري المنتدى المغربي من أجل الحقيقة والإنصاف على تجميد عضويتهم داخل المنتدى، احتجاجا على نتائج المؤتمر الرابع للمنتدى المغربي من أجل الحقيقة والإنصاف أيام 22 و23 و24 نونبر 2013 ببوزنيقة، حيث انطلق المؤتمر بعد جلسة الافتتاح على نوي شعار الانسحاب من المجلس الوطني لحقوق الإنسان، هذا الشعار الذي أربك حسابات العديد من الأطراف داخل المنتدى وخارجه.

واعتبر مجموعة من مؤتمري المنتدى المغربي من أجل الحقيقة والإنصاف في بلاغ أصدره بالمناسبة، على أنه « إذا كانت المؤتمرات السابقة للمنتدى قد عرفت فقط التجبيش والإغراق والولاءات من أجل التحكم في خريطة مجلسه الوطني وبعد ذلك مكتبه التنفيذي، فإن أهم ما ميز هذا المؤتمر، وخاصة في جلسته العامة الأولى وفي لجنة البيان العام، هو الدعوة الصريحة والقوية والواسعة إلى انسحاب المنتدى من المجلس الوطني لحقوق الإنسان».

وأضاف هؤلاء، لكن التوافقات السياسية الفجة والمخجلة والمدعومة بالإنزالات الصامتة انتصرت لفائدة جبهة التواطؤ والتخاذل، أي دعاء عدم الانسحاب.. فقد تم تهريب الحسم في نقطة الانسحاب أو عدمه إلى المجلس الوطني للمنتدى، حيث الأغلبية لجبهة «الولاء» مما يعني إقبال موقف/قرار الانسحاب... ، ميزين أنه هناك جهات تسعى لذبج موقف الانسحاب من المجلس الوطني لحقوق الإنسان، حيث أنه من غير الطبيعي المقايضة به من طرف أي كان قصد انتزاع بضعة مقاعد في المجلس الوطني للمنتدى..»

واعتبرت المجموعة أن الغموض كان سيد الموقف خلال المؤتمر، مضيفين في بلاغهم «سادت الانتهازية ضدنا على المبدئية.. وصار شعار «مامفاكينش» دالا على التثبيث بالمجلس الوطني لحقوق الإنسان وبالتوافقات والكوطا وهلم جرا..»

ورغم ذلك، يضيف المعتقلون السياسيون السابقون، «سجل الموقف المشرف داخل المؤتمر من طرف مجموعة من المؤتمرين، موقف تجميد العضوية بالمنتدى المغربي من أجل الحقيقة والإنصاف إلى حين انسحابه من المجلس الوطني لحقوق الإنسان» ..

ضحايا سنوات الرصاص يجمدون عضويتهم بالمنتدى المغربي من أجل الحقيقة والإنصاف

المنتدى وخارجه.

واعتبر بعض مؤتمري المنتدى المغربي من أجل الحقيقة والإنصاف في بلاغ أصدره بالمناسبة، أنه « إذا كانت المؤتمرات السابقة للمنتدى قد عرفت فقط التجبيش والإغراق والولاءات من أجل التحكم في خريطة مجلسه الوطني وبعد ذلك مكتبه التنفيذي، فإن أهم ما ميز هذا المؤتمر، وخاصة في جلسته العامة الأولى وفي لجنة البيان العام، هو الدعوة الصريحة والقوية والواسعة إلى انسحاب المنتدى من المجلس الوطني لحقوق الإنسان».

التفاصيل ص 4

الرباط - دلتا العطاونة

أقدمت مجموعة من ضحايا سنوات الرصاص ومؤتمري المنتدى المغربي من أجل الحقيقة والإنصاف على تجميد عضويتهم داخل المنتدى، احتجاجا على نتائج المؤتمر الرابع للمنتدى المغربي من أجل الحقيقة والإنصاف أيام 22 و23 و24 نونبر 2013 ببوزنيقة حيث انطلق المؤتمر بعد جلسة الافتتاح على نوي شعار الانسحاب من المجلس الوطني لحقوق الإنسان، هذا الشعار الذي أربك حسابات العديد من الأطراف داخل

الصبار مع العنف ضد المحتجين فماذا ترك لوزير الداخلية؟

أصدر محمد الصبار، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، صكّ البراءة في حق التدخل الأمني العنيف ضد الطلبة المعطلين الذين يحتجون أمام البرلمان مطالبين بحقهم في الشغل. وقال الصبار، المحامي والحقوقى واليساري الذي يجرّ خلفه تاريخا من النضال، في لقاء احتضنته طنجة يوم السبت المنصرم، إن من حق قوات الأمن أن تستخدم العنف ضد المعطلين، لأنهم يحتلون الشوارع". .. هكذا يكون الصبار قد قال كل شيء في هذه القضية ولم يترك لوزير الداخلية ما يمكن أن يقوله بهذا الخصوص.. غريباً أن يصدر مثل هذا التبرير عن فاعل حقوقي سابق كثيرا ما كان يهاجم السياسة الأمنية للدولة والتدخل العنيف لقوات الأمن في فلك المظاهرات والاعتصامات. يبدو السيد الصبار، وقتها، كان متحلا من أي مسؤولية سوى لسانه. ونعتقد أن مهمة المجلس ليست هي تبرير التدخل العنيف للأمن في حق المحتجين، فهذه مهمة وزير الداخلية ومختلف المصالح التابعة له وليست مهمة مجلس وطني لحقوق الإنسان. مهمة الصبار هي تقييم حصيلة المملكة في مضمار حقوق الإنسان والسهر على تنزيل توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة وإغلاق الملفات المفتوحة من مرحلة سنوات الرصاص، وليس ارتداء جلباب وزارة الداخلية. التمييز بين الاحتجاج وبين الفوضى لا بد منه، والتظاهر عندما يخرج عن خطه السلمي ويصبح احتلالا لمؤسسات الدولة لا بد أن يتدخل القانون لضمان حق الآخرين في السلم، ومشكلتنا مع السيد الصبار هي فقط أنه خلط بين دوره على رأس المجلس الوطني لحقوق الإنسان ودور المسؤول الأمني.

<http://www.allpress.pro/preface/164116>

الرأي الاستشاري للمجلس الوطني لحقوق الإنسان بخصوص العمال المنزليين

3/12/2013

تحديد السن الأدنى للاستخدام في العمل المنزلي في 18 سنة والتقاعد في 60 سنة أوصى المجلس الوطني لحقوق الإنسان في رأيه الاستشاري حول «مشروع القانون رقم 12-19 بتحديد شروط الشغل والتشغيل المتعلقة بالعمال المنزليين»، بناء على إحالة من مجلس المستشارين، بأن يحدد مشروع القانون السن الأدنى للاستخدام في العمل المنزلي في 18 سنة. وأوضح بلاغ للمجلس توصلت ببيان اليوم بنسخة منه، أن المجلس اقترح أيضا، القيام بمسعى يطابق بين مقتضيات مشروع القانون وأحكام مدونة الشغل، بشكل يغطي جوانب أخرى تتصل بالضمانات القانونية الممنوحة لهذه الفئة من العمال،

ميرزا أن ارتباط هذا «القانون الخاص» بالقاعدة العامة المتمثلة في مدونة الشغل، من شأنه تعزيز الحماية القانونية للعمال المنزليين. واقترح المجلس في هذا الإطار العمل على اعتماد أو تكيف أحكام مدونة الشغل في مشروع القانون «موضوع الرأي الاستشاري»، من قبيل الجوانب المتعلقة باتفاقيات العمل الجماعية وحماية الأمومة وساعات العمل العادية والراحة الأسبوعية والراحة التعويضية وعلاوة الأقدمية والضمانات التعاقدية. وأشار البلاغ، الذي ننشر فيما يلي نصه الكامل، إلى أنه وبالنسبة لسن التقاعد، ونظرا لعدم وجود أي تقييم لصعوبة العمل المنزلي في السياق الاقتصادي والاجتماعي الوطني، اقترح المجلس اعتماد أحكام سن التقاعد المنصوص عليها في مدونة الشغل، التي تحدد سن التقاعد في 60 سنة. ويعتبر المجلس، أنه يجب أيضا التنصيص صراحة في مقتضى عام يتم إدراجه ضمن مقتضيات مشروع القانون على بعض الضمانات الأساسية المتعلقة بحقوق العمال المنزليين، خاصة الحرية النقابية والحق في التنظيم والمساواة في الأجور والتسجيل في الضمان الاجتماعي والتغطية الصحية الأساسية. كما يوصي المجلس بأن ينص نموذج عقد العمل الخاص بالعمال المنزليين، بالإضافة إلى الشروط العامة المنصوص عليها في تشريعات العمل، على أحكام تحدد نوع العمل الذي يتعين القيام به والأجر وطريقة حسابه ودورية أدائه والمدفوعات العينية وقيمتها النقدية ومعدل الأجور أو التعويض عن ساعات العمل الإضافية وساعات العمل العادية والإجازة السنوية المدفوعة الأجر. 1. بمراسلته رقم... بتاريخ 20 شتنبر 2013 طلب رئيس مجلس المستشارين الرأي الاستشاري للمجلس بخصوص مشروع قانون يحدد شروط الشغل والتشغيل المتعلقة بالعمال المنزليين.

طبقا لأحكام الفقرة الثانية من المادة 25 من الظهير الشريف رقم 1.11.19 الصادر في 25 ربيع الأول 1432 «فاتح مارس 2011» بإحداث المجلس الوطني لحقوق الإنسان، «يساهم المجلس في تعزيز البناء الديمقراطي، من خلال النهوض بالحوار المجتمعي التعددي، وتطوير كافة الوسائل والآليات المناسبة لذلك». كما يتولى المجلس الوطني لحقوق الإنسان، وفقا لأحكام المادة 13 من الظهير المحدث له، «بمبحث ودراسة ملاءمة النصوص التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل مع المعاهدات الدولية المتعلقة بحقوق الإنسان وبالقانون الدولي الإنساني، التي صادقت عليها المملكة أو انضمت إليها. وكذا في الضوء الملاحظات الختامية، والتوصيات الصادرة عن أجهزة المعاهدات الأممية الخاصة بالتقارير المقدمة لها من لدن الحكومة». وطبقا للمادة 16 من نفس الظهير: «يقدم المجلس للبرلمان والحكومة، بناء على طلب أي منهما، المساعدة والمشورة بشأن ملاءمة مشاريع ومقترحات القوانين مع المعاهدات الدولية المتعلقة بحقوق الإنسان، التي صادقت عليها المملكة أو انضمت إليها». 2. وعيا بالأثر النبوي الذي سيكون لوضع قانون يحدد شروط الشغل والتشغيل المتعلقة بالعمال المنزليين على التأهيل القانوني والاقتصادي والاجتماعي لهذه الفئة الهشة من العمال، فإن المجلس الوطني لحقوق الإنسان، الذي يواكب بمقترحاته عملية وضع القوانين التنظيمية والعادية المتعلقة بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية، يولي اهتماما خاصا ومشروعا بمسألة الضبط المعياري للعمل المنزلي، اهتمام يجدد مبرراته أساسا في متطلبات «مقاربة حقوق الإنسان»، المنصوص عليها صراحة في «بيان الأسباب الموجبة» للظهير الصادر بإحداث المجلس. 3. تم إعداد المقترحات الواردة في هذا الرأي الاستشاري بناء على مختلف المرجعيات المعيارية والتصريحية على المستويين الوطني والدولي. كما قام المجلس الوطني لحقوق الإنسان بدراسة مقارنة للنصوص القانونية المنظمة للعمل المنزلي في عدد من البلدان ذات التشريعات الاجتماعية المتقدمة وذلك لتقريب المقترحات المقدمة في إطار هذا الرأي الاستشاري من الممارسات الجيدة السارية المفعول في هذه البلدان. 4. وهكذا فقد تم اعتبار المرجعيات المعيارية والتصريحية التالية في إعداد هذا الرأي الاستشاري: الدستور ولا سيما ديباجته والفصول 8 و 19 و 30 (الفقرة الثالثة) و 31 و 32 و 34 منه؛ الاتفاقية رقم 138 بشأن الحد الأدنى لسن الاستخدام، ولا سيما المادتان 1 و 3 (الفقرة الأولى) كما تم تميمها بمقتضى التوصية رقم 146 بشأن الحد الأدنى لسن الاستخدام لا سيما الفقرات 12 و 13 و 14 و 15؛ الاتفاقية رقم 182 بشأن حظر أسوأ أشكال عمل الأطفال والإجراءات الفورية للقضاء عليها لا سيما المواد 2 و 3 و 4، وكما تم تميمها بمقتضى التوصية رقم 190 بشأن حظر أسوأ أشكال عمل الأطفال، ولا سيما الفقرات 2 (النقطة ج) و 3 و 4؛ الاتفاقية رقم 189 بشأن العمال المنزليين؛ كما تم تميمها بمقتضى التوصية رقم 201 بشأن العمل اللائق للعمال المنزليين؛



• اتفاقية حقوق الطفل، لا سيما المواد 3 و12 و19، كما تم التعليق على مقتضياتها بمقتضى التعليقات العامة رقم 5 و12 و13؛ الاتفاقية الدولية لحماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم كما تم التعليق على مقتضياتها بمقتضى التعليق العام رقم 1 بشأن العمال المنزليين المهاجرين.5. كما قام المجلس الوطني لحقوق الإنسان بدراسة التعليقات الموجهة للمغرب من أجل تفعيل مقتضيات اتفاقيات وتوصيات منظمة العمل الدولية (لجنة الخبراء المعنية بتطبيق الاتفاقيات والتوصيات)، خاصة: • تعليق لجنة الخبراء بشأن تنفيذ اتفاقية الحد الأدنى للسن (رقم 138) • تعليق لجنة الخبراء بخصوص تنفيذ الاتفاقية رقم 182 بشأن أسوأ أشكال عمل الأطفال 6. كما قام المجلس كذلك بدراسة مقارنة للنصوص المنظمة للعمل المنزلي في عينة من الدولة المتقدمة تشريعاتها الاجتماعية. وهكذا فقد تمت دراسة النصوص التالية: • المرسوم السويسري الذي يضبط شروط الدخول والإقامة والعمل بالنسبة لفئة مُعينة من عمال المنازل لدى المستفيدين من الامتيازات والحصانات والتسهيلات في سويسرا (مرسوم العمال المنزليين)، 6 يونيو 2011 • المرسوم السويسري للعقد النموذج الخاص بعمال المنازل، 20 أكتوبر 2010 • القانون رقم 26.844، الصادر في 3 أبريل 2013 بمثابة نظام خاص بالتعاقد مع العمال المنزليين (الأرجنتين) • الصادر في دجنبر 2010 الذي يحدد شروط عمل العاملين المنزليين (بوركنيا فاسو) • القانون PRES/PM/MTSS/المرسوم رقم 807-2010 رقم 5.859 الصادر في 11 دجنبر 1972 المتعلق بالعمل المنزلي، كما تم تعديله وتسميمه (البرازيل). • القانون رقم 951/1977 بشأن العمل المنزلي (فنلندا) • المرسوم الملكي رقم 1620/2011، 14 نونبر نوفمبر 2011 الخاص بتنظيم العمل المنزلي (إسبانيا) • الاتفاق الجماعي الوطني لأجراء مشغل الصادر بتعديل المادة 257 من قانون الشغل (هايتي) • القانون رقم 90/2009 CL-05-2009 خاص، 24 نونبر 1999 (فرنسا) • القانون رقم الصادر في فاتح أكتوبر 2009 بتنظيم العمل المنزلي (الأردن) • القانون رقم 2450 الصادر في 9 أبريل 2003 المنظم للعمل المنزلي (بوليفيا) • القانون رقم 10361 الصادر في 23 يوليوز 2012 بشأن سياسات حماية العمال المنزليين (الفلبين) • القانون رقم 18.065 الصادر في 27 نونبر 2006 بشأن الصادر في 15 غشت 2002 بشأن العمل المنزلي (جنوب أفريقيا) • القانون رقم 2011 بشأن الحد R. 1068 العمل المنزلي (أوروغواي) • القانون رقم الأدنى للأجور وظروف تشغيل العمال المنزليين (زامبيا) • قانون حماية العمال المنزليين لسنة 2007 (أيرلندا) وعلاوة على ذلك، قام المجلس الوطني لحقوق الإنسان بدراسة بعض الوثائق المهمة التي تتطرق لموضوع العمال المنزليين في السياق الوطني. وهكذا تمت دراسة الوثائق التالية: • تقرير منظمة «هيومن رايتس ووتش» تحت عنوان: «الخدمة في العزلة عاملات المنازل القاصرات في المغرب»، الصادر في سنة 2012 • دليل منظمة العمل الدولية بشأن إعداد القوانين المنظمة للعمل المنزلي • النسخ السابقة لمشروع القانون الحالي، خاصة مشروع القانون رقم 34.06 الذي يحدد شروط شغل وتشغيل العمال المنزليين كما نظم المجلس الوطني لحقوق الإنسان، في إطار مقارنته القائمة على التشاور مع المنظمات غير الحكومية الوطنية والدولية والتحالفات الموضوعاتية والجمعيات المهنية والنقابات ومكتب العمل الدولي لقاءات مع هذه الهيئات من أجل أخذ وجهات نظرهم بشأن مختلف الجوانب التي تتعلق بالتنظيم القانوني للعمل المنزلي.7. وتجد مقترحات المجلس الوطني لحقوق الإنسان المرتبطة بمشروع القانون المحدد لشروط شغل وتشغيل العمال المنزليين مبرراتها في ما يلي: الحجة 1: يقترح المجلس الوطني لحقوق الإنسان، الذي يوصي بالمصادقة على اتفاقية العمل اللائق للعمال المنزليين (رقم 189)، في هذا الرأي الاستشاري محاولة «ملائمة استباقية». و تتأسس هذه المحاولة على قراءة مشتركة للمادتين 13 و17 من الظهير المحدد للمجلس. وفي هذا الإطار، يمكن الاستعانة بتوصية منظمة العمل الدولية بشأن العمل اللائق للعمال المنزليين (رقم 201) كموجه تأويلي تسمح بقراءة مشروع القانون على ضوء مرجعية تربط اتفاقيات منظمة العمل الدولية بباقي اتفاقيات حقوق الإنسان الأخرى بما في ذلك اتفاقية حقوق الطفل والاتفاقية الدولية لحماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم. الحجة 2: وعيا بأن المشرع احتار، بموجب المادة 4 من مدونة الشغل، تنظيم «شروط الشغل والتشغيل المتعلقة بالعمال المنزليين الذين تربطهم علاقة عمل مع صاحب بيت» «بقانون خاص»، يذكر المجلس الوطني لحقوق الإنسان، الذي يعتبر أن هذا الاختيار يرتبط بممارسة السلطة التشريعية، مع ذلك، أنه لا ينبغي لهذا الاختيار بأي حال من الأحوال أن يحد من نطاق الضمانات القانونية الممنوحة لهذه الفئة الهشة من العمال. ومن هنا تأتي الحاجة، حسب رأي المجلس الوطني لحقوق الإنسان، لملاءمة بعض أحكام مشروع القانون مع الضمانات القانونية المشتركة التي تنص عليها مدونة الشغل. الحجة 3: يجب تناول مسألة القضاء الفعلي على عمالة الأطفال، بحسب رأي المجلس، على ضوء عدد من المحددات، خاصة: الالتزامات التعاقدية للمغرب في إطار تنفيذ اتفاقيتي منظمة العمل الدولية رقم 138 ورقم 182 واتفاقية حقوق الطفل وإعمال مقتضيات الفصلين 31 و32 من الدستور وخلاصات دراسات سوسولوجية عديدة أبرزت بشكل واضح هشاشة وضع العمال المنزليين بالمغرب والهشاشة الشديدة للأطفال العاملين في المنازل، وهو المعطى الذي أكدته مؤخرا الملاحظات التي وجهتها للمغرب لجنة الخبراء من أجل تنفيذ الاتفاقية (رقم 182) بشأن أسوأ أشكال عمل الأطفال. ذلك أن دراسة مسألة العمالة المنزلية للأطفال، على ضوء الاتفاقيات التي تفصل حقوق الأطفال (كفئة عمرية تقل عن 18 سنة)، تبرز



أن عددا من الحقوق قد تتعرض للانتهاك فعليا أو احتمالا: كالحق في عدم التمييز بسبب الجنس و-أو الوضع الاجتماعي؛ الحق في التربية و التكوين؛ الحق في الراحة والأنشطة الترفيهية؛ الحق في الحماية من الاستغلال الاقتصادي وعدم القيام بعمل من شأنه تعريض صحة أو تربية الطفل أو نموه الذهني، الروحي، الأخلاقي، أو الاجتماعي للخطر. ذلك أن العمل المنزلي يمثل خطرا على الطفل، بسبب نوعية الأعمال المنجزة، وشروط العمل التي تمس بالسلامة البدنية والنمو النفسي، الاجتماعي والفكري للطفل. وهذا دون إغفال وضعية عزلة الطفل الذي يعيش في محيط لم يتعود عليه، مع قلة أو غياب شبكات الدعم و هو ما يجعله بشكل خاص في وضعية التعرض لسوء المعاملة المادية أو اللفظية، ولمخاطر الاستغلال الجنسي، كما أبرزت ذلك نتائج عدد من الدراسات، و الملاحظات الموجهة للمغرب من طرف لجنة الخبراء بشأن تطبيق الاتفاقية رقم 182 بشأن حظر أسوأ أشكال عمل الأطفال. اعتبارا لهذه العناصر، فإن المجلس الوطني لحقوق الإنسان يعتبر أن طبيعة العمل المنزلي، و الشروط التي يتم فيها، على الأقل في السياق المغربي، هي من الأعمال التي يرجح أن تؤدي، بفعل طبيعتها أو بفعل الظروف التي تزاوّل فيها، إلى الإضرار بصحة الأطفال أو سلامتهم أو سلوكهم الأخلاقي بالمعنى المنصوص عليه في الفقرة (د) من المادة 3 من الاتفاقية 182 من الاتفاقية بشأن حظر أسوأ أشكال عمل الأطفال. إن هذا الاستدلال، يتكامل مع مقتضيات الفقرة الأولى من المادة 3 من الاتفاقية رقم 138 بشأن الحد الأدنى لسن الاستخدام التي تنص على أنه لا يجوز أن يقل الحد الأدنى للسن عن 18 سنة للقبول في أي نوع من أنواع الاستخدام أو العمل التي يحتمل أن يعرض للخطر صحة أو سلامة أو أخلاق الأحداث بسبب طبيعته أو الظروف التي يؤدي فيها. تأسيسا على هذه العناصر القانونية، فإن المجلس الوطني لحقوق الإنسان، الذي يذكر بهدف القضاء الفعلي على عمل الأطفال المنصوص عليه في المادة 3 من الاتفاقية رقم 189 للعمل اللائق للعمال المنزليين. يوصي أن يتم تحديد السن الأدنى للاستخدام في العمل المنزلي في 18 سنة. الحجة 4: تستند المقترحات التي يتضمنها هذا الرأي الاستشاري كذلك على المفهوم النبوي ل«العمل اللائق»، الذي عرفته منظمة العمل الدولية بكونه «عمل منتج للنساء والرجال في ظروف تسودها الحرية والإنصاف والأمن وكرامة الإنسان. وينطوي العمل اللائق على توفر فرص عمل منتجة وتقديم أجر عادل وتوفير الأمن و السلامة في مكان العمل والحماية الاجتماعية للعمال ولأسرهم وتقديم آفاق أفضل للتطور الشخصي وتشجيع الاندماج الاجتماعي، وهو يمنح الناس حرية التعبير عن شواغلهم وحرية التنظيم والمشاركة في القرارات التي تؤثر على حياتهم، كما يضمن تكافؤ الفرص والمساواة في المعاملة للجميع.» وتظهر أهمية هذا المفهوم في تحليل مشروع القانون موضوع هذا الرأي الاستشاري، في كونه قد استخدم من قبل منظمة العمل الدولية في دليلها الخاص بوضع قوانين العمل لحماية العمال المنزليين. وفي ما يلي مقترحات المجلس الوطني لحقوق الإنسان حول مشروع القانون الذي يحدد شروط الشغل والتشغيل المتعلقة بالعمل المنزلي: 8. مقترحات تم التنصيص على الضمانات المنصوص عليها في مدونة الشغلتين للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، بعد تحليل مقتضيات مشروع القانون موضوع هذا الرأي الاستشاري، ضعف ارتباط هذا «القانون الخاص» بالقاعدة العامة المتمثلة في مدونة الشغل، حيث إن المشروع لا يحيل بوضوح على مدونة الشغل إلا بشكل جزئي فقط (في المادة 4 والمادة 6 على سبيل المثال)، مع العلم أن المجلس لاحظ أن بعض مقتضيات مشروع القانون تستنسخ أحكام بعض مواد مدونة الشغل حرفيا (مثل الأحكام المرتبطة برخص التغيب التي تنص عليها مقتضيات المادة 12 من مشروع القانون)، وهو ربط من شأنه تعزيز الحماية القانونية للعمال المنزليين. لهذه الأسباب، يقترح المجلس أن يتم القيام بمسعى يطابق بين مقتضيات مشروع القانون موضوع هذا الرأي الاستشاري و مدونة الشغل، بشكل يغطي جوانب أخرى تتعلق بالضمانات القانونية الممنوحة لهذه الفئة من العمال. وهكذا يقترح المجلس تضمين الأحكام التالية التي تنص عليها مدونة الشغل في مشروع القانون موضوع الرأي الاستشاري: • الأحكام العامة لمدونة الشغل خاصة تلك المنصوص عليها في المواد 9 و 10 و 11. ويمكن إدراج هذه الأحكام بين المادتين 1 و 2 من مشروع القانون؛ • أحكام المادتين 13 و 14 من مدونة الشغل المتعلقة بفترة الاختبار، التي يمكن إدراجها ما بين المادتين 3 و 4 من مشروع القانون؛ • أحكام المادة 23 من مدونة الشغل التي يمكن إدراجها بين المادتين 5 و 6؛ • أحكام المادة 24 من مدونة الشغل، التي يجب تكييفها مسبقا مع خصوصية العمل المنزلي (لا سيما في النقاط 2 و 5) ويمكن بعد ذلك إدراجها بين المادتين 5 و 6 من مشروع القانون؛ • أحكام المادتين 39 و 40 من مدونة الشغل، التي يمكن إدراجها بين المادتين 15 و 16 من مشروع القانون؛ • أحكام المادتين 72 و 73 من مدونة الشغل، التي يجب تكييفها مسبقا مع خصوصية العمل المنزلي (خصوصا الفقرة الثانية من المادة 72) ويمكن بعد ذلك إدراجها بين المادتين 7 و 8 من مشروع القانون؛ • تكييف أحكام اتفاقات للعمل الجماعية، خاصة أحكام المادة 105 من مدونة الشغل، من أجل التنصيص في مشروع القانون على إمكانية وضع اتفاقات جماعية للعمل المنزلي. وفي هذا السياق، يقترح المجلس الوطني لحقوق الإنسان استلهم التجربة الفرنسية في هذا المجال خاصة الاتفاق الوطني الجماعي للعاملين لدى أصحاب عمل من الأفراد الصادر في 24 نونبر



• وفيما يتعلق بحماية الأمومة، يوصي المجلس الوطني لحقوق الإنسان بنقل أحكام المواد 152 و153 و154 و155 و156 و157 و158 و159 و160 من مدونة الشغل لمشروع القانون مع تكييف أحكام المادة 164 (بشأن نطاق البطالان) مع خصوصية العمل المنزلي. • أحكام الفقرة الأولى من المادة 184 من مدونة الشغل، التي تحدد ساعات العمل العادية للعاملين في 2288 ساعة في السنة أو 44 ساعة في الأسبوع. يمكن إدراج هذه الأحكام بين المادتين 7 و8 من مشروع القانون. كما يرى المجلس أن ينسحب الأمر نفسه على المادة 201 من مدونة الشغل، بعد حذف الأحكام المتعلقة بالنشاطات الفلاحية. • وفيما يتعلق بإمكانية تجميع أيام الراحة الأسبوعية باتفاق المشغل والعامل، المنصوص عليها في المادة 8 من مشروع القانون، يقترح المجلس الوطني لحقوق الإنسان إدراج مقتضى على مستوى المادة المذكورة يستثي العمال المنزليين الذين تزيد أعمارهم عن 50 سنة من هذه الإمكانية. وفي نفس السياق، يقترح المجلس أن تعطى الراحة التعويضية داخل أجل لا يتعدى شهرا عوض الشهرين المنصوص عليهما في المادة 8 من مشروع القانون، مما سيسمح بملائمة الفقرة الثانية من المادة 8 من مشروع القانون مع المادة 215 من مدونة الشغل. • وبخصوص علاوة الأقدمية، يوصي المجلس الوطني لحقوق الإنسان باعتماد أحكام المادة 350 من مدونة الشغل في مشروع القانون، و يمكن إدراج أحكامها بين المادتين 14 و15 من مشروع القانون. • من أجل تعزيز الضمانات التعاقدية للعمال المنزليين، يقترح المجلس اعتماد أحكام المادتين 370 و18 من مدونة الشغل في مشروع القانون. ويمكن إدراج هذه الأحكام بين المادتين 5 و6 من مشروع القانون. وتجدر الإشارة إلى أن هناك عدة تشريعات مقارنة تراعي خصوصية العمل المنزلي وتضمن في الآن نفسه، ولوج العمال المنزليين للحد الأدنى من الوثائق التي تثبت علاقات العمل الرسمية. فمرسوم 2010 الذي يحدد شروط عمل العمال المنزليين بيوركينا فاسو، مثلا، يعفي المشغل في المادة 18 من «مسك سجل» خاص لكنه يفرض تقديم المشغل لورقة الأداء للعاملين لديه. • وإذ يسجل المجلس الوطني لحقوق الإنسان عدم تحديد مشروع القانون لسن محددة للتقاعد، ونظرا لعدم وجود أي تقييم لصعوبة العمل المنزلي في السياق الاقتصادي والاجتماعي الوطني، يقترح المجلس اعتماد أحكام سن التقاعد المنصوص عليها في المادة 526 من مدونة الشغل التي تحدد سن التقاعد في 60 سنة. ويعتبر المجلس الوطني لحقوق الإنسان أيضا أنه يجب التنصيص صراحة في مقتضى عام يتم إدراجه ضمن مقتضيات مشروع القانون على بعض الضمانات الأساسية المتعلقة بحقوق العمال التغطية الصحية الأساسية وفي سياق عرض <التسجيل في الضمان الاجتماعي> المساواة في الأجور <المنزليين، خاصة: الحرية النقابية والحق في التنظيم مقترحات المجلس الخاصة بالملاءمة الجزئية مع أحكام مدونة الشغل، يحرص المجلس على الإشارة، على سبيل المقارنة، إلى أن بعد التجارب اختارت، من حيث الصياغة التشريعية، حلولا تهدف إلى ترسيخ قانون الشغل كقاعدة عامة في علاقتها مع القاعدة الخاصة المتمثلة في القانون المنظم للعمل المنزلي، من جهة، مع التنصيص، من جهة ثانية، على صيغ قانونية، مثل المقتضيات العامة للبطالان، لضمان حقوق الطرف الأضعف، أي «العامل المنزلي» في العلاقة التعاقدية. وتبقى التجربة الإسبانية في مجال تحديد مصادر القانون المنظم للعمل المنزلي تجربة مهمة في هذا الصدد، فالمادة 3 من المرسوم الملكي الإسباني الذي ينظم العمل المنزلي تحيل على القواعد العامة المنصوص عليها في قانون الشغل والنصوص الخاصة التي تنظم العمل المنزلي والاتفاقات الجماعية. ويقترح المجلس أيضا ضمان حماية قانونية شاملة لعمال المنازل باعتبارهم «الطرف الأضعف» في العلاقة التعاقدية. ويقترح في هذا الباب التنصيص على مقتضى قانوني بالبطالان التلقائي لأي شرط تعاقدى يهدف إلى الحد من الحقوق التي يكفلها القانون الذي ينظم العمل المنزلي أو أحكام مدونة الشغل. وعلى سبيل المقارنة، يتضمن القانون البوليفي رقم 2450 الصادر في 9 أبريل 2003 بتنظيم العمل المنزلي في المادة 2 فقرة عامة لا يمكن بمقتضاها «التنازل» عن أي من الحقوق التي يكفلها القانون المذكور. وهناك أمثلة أخرى مقارنة حول العلاقة بين القانون الذي ينظم العمل المنزلي وقانون الشغل والاتفاقات الجماعية، يمكن الرجوع إليها في دليل منظمة العمل الدولية.9. تعريف العمل المنزلي (المادة 2 من مشروع القانون) بعد إجراء دراسة مقارنة لتعريفات الأعمال المنزلية، يرى المجلس الوطني لحقوق الإنسان أن اللائحة الواردة في المادة 2 من مشروع القانون تنص على بعض الأعمال التي يمكن أن تكون خطيرة بالنسبة للأطفال. ولذلك، يقترح المجلس نقل الفترتين الأخيرتين من المادة 6 من مشروع القانون للمادة 2. ويذكر المجلس الوطني لحقوق الإنسان في هذا الإطار بالملاحظة التي وجهتها إلى المغرب لجنة الخبراء المعنية بتطبيق الاتفاقية (رقم 138) بشأن الحد الأدنى للسن وكذا بمقتضيات الفقرة 5 من التوصية رقم 201 التي تنص على أنه «ينبغي للدول الأعضاء، بعد مراعاة أحكام اتفاقية أسوأ أشكال عمل الأطفال، 1999 (رقم 182)، والتوصية ذات الصلة (رقم 190)، أن تحدد أنواع العمل المنزلي، التي يحتمل بطبيعتها أو بفعل الظروف التي تؤدي فيها، أن تلحق الأذى بصحة الأطفال أو سلامتهم أو أخلاقهم، كما ينبغي أن تحظر أنواع عمل الأطفال هذه وأن تقضي عليها»10. نموذج عقد العمل الذي تنص عليه المادة 3 من مشروع القانون يوصي المجلس الوطني لحقوق الإنسان أن ينص نموذج عقد العمل، بالإضافة إلى الشروط العامة المنصوص عليها في تشريعات العمل، أحكاما تحدد: نوع العمل الذي يتعين القيام به والأجر وطريقة حسابه ودورية أدائه والمدفوعات العينية وقيمتها النقدية ومعدل الأجور أو التعويض عن ساعات العمل الإضافية وساعات العمل العادية والإجازة السنوية المدفوعة الأجر وفترات الراحة اليومية والأسبوعية والأكل والسكن، عند الاقتضاء، وفترة الاختبار، عند الاقتضاء، وشروط إرجاع العامل إلى وطنه (إذا كان أجنبيا) وتوصيف أي أماكن مقدم للإقامة وكيفية تسجيل واحتساب ساعات العمل الإضافية وفترات العمل المحددة المتفق عليها وكيفية ولوج العامل المنزلي لهذه المعلومات.



ويوصي المجلس الوطني لحقوق الإنسان في نفس الإطار بأن يمنح مشروع القانون لمفتشي الشغل إمكانية تقديم طلب أمام المحكمة المختصة من أجل الحكم ببطالان أي عقد لا يتوافق مع أحكام مدونة الشغل والقانون الخاص الذي ينظم العمل المنزلي. ويسمح التحليل المقارن للتشريعات بالكشف عن توجه واضح نحو التدقيق في الأعمال التي يشملها العمل المنزلي. وفي هذا السياق، تنص أحكام المادة 5 من القانون المنظم للعمل المنزلي بايرلندا على أن يتضمن عقد العمل، بالإضافة إلى المتعضيات المعتادة، وصفا مفصلا للمهام التي يتعين على العامل المنزلي القيام بها وكذا تفاصيل أوقات الراحة اليومية. وفي نفس السياق، ينص قانون جنوب إفريقيا القطاعي رقم R. 1068 الصادر في 15 غشت 2002 بتنظيم العمل المنزلي على نموذج عقد يحتوي لائحة وصفية مفصلة لمهام وواجبات المتعاقدين، مما يسهل تحديد الالتزامات التعاقدية للأطراف. وبخصوص شروط سكن العمال المنزليين، يقترح المجلس الوطني لحقوق الإنسان أن يحدد مشروع القانون الشروط الدنيا لسكن العمال المنزليين اللائق. ويمكن للمشرع، في هذا السياق، استلهام أحكام المادة 30 من القانون السويسري الذي يحدد شروط السكن والتغذية بالنسبة للعمال المنزليين، وهي مقتضيات شبيهة بأحكام المادة 8 من قانون جنوب إفريقيا القطاعي. 11. الشهادة الطبية المنصوص عليها في المادة 5 يقترح المجلس الوطني لحقوق الإنسان تعديل الفقرة الأخيرة من المادة 5 وملاءمتها مع مقتضيات التوصية رقم 201 التي تنص على أنه ينبغي على الدول الأعضاء أن: (أ) تتحقق من أن ترتيبات الاختبار الطبي المرتبط بالعمل تحترم مبدأ سرية البيانات الشخصية والحياة الخاصة للعمال المنزليين؛ وتماشى مع مدونة ممارسات منظمة العمل الدولية بشأن «حماية البيانات الشخصية للعمال»، (1997) وغيرها من المعايير الدولية ذات الصلة بحماية البيانات؛ (ب) تمنع أي تمييز يرتبط بمثل هذا الاختبار؛ (ج) تضمن ألا يفشي معلومات عن وضعه إزاء فيروس نقص المناعة البشرية أو الحمل. 12. الحد الأدنى لسكن الاستخدام في العمل المنزلي يذكر المجلس الوطني لحقوق الإنسان بأن اتفاقية العمل اللائق للعمال المنزليين (رقم 189) تشير في ديباجتها إلى اتفاقية حقوق الطفل، وبأن الفقرة الثانية من المادة 3 من الاتفاقية رقم 189 تقتضي بأن «تتخذ كل دولة عضو، لصالح العمال المنزليين، التدابير المنصوص عليها في هذه الاتفاقية لاحترام وتعزيز وتحقيق المبادئ والحقوق الأساسية في العمل» خاصة «(ج) القضاء الفعلي على عمل الأطفال»، علما أن المغرب صادق مؤخرا على إعلان الرباط الذي جاء في إطار التحضير للمؤتمر الدولي الثالث حول أسوأ أشكال عمالة الأطفال بالعاصمة البرازيلية برازيليا 2013 ودعت مقتضياته إلى إعادة النظر في اللائحة القديمة للأعمال الخطرة الممنوعة على الأطفال دون سن 18 سنة ووضع مرسوم يحدد لائحة جديدة. وعلى أساس هذه المبادئ، يقترح المجلس الوطني لحقوق الإنسان أن ينص مشروع القانون على أن يكون السن الأدنى للاستخدام في العمل المنزلي هو 18 سنة. وعلى سبيل المقارنة، ينص المرسوم السويسري الذي يضبط شروط الدخول والإقامة والعمل بالنسبة لفئة مُعينة من عمال المنازل لدى المستفيدين من الامتيازات والحصانات والتسهيلات بسويسرا (مرسوم العمال المنزليين) في المادة 9 على عدة شروط يجب توفرها في العامل المنزلي، من بينها الحد الأدنى للسن المحدد في 18 سنة. 13. مكونات أجور العاملين المنزليين يلاحظ المجلس الوطني لحقوق الإنسان أن مشروع القانون ينص في المادة 13 على إمكانية دمج بعض المزايا العينية (تصل إلى 40 %) في مكونات أجر العامل المنزلي الذين يعيش في منزل المشغل. وفي هذا الإطار يحيل المجلس على بعض القوانين المقارنة، مثل القانون البرازيلي المتعلقة بالعمل المنزلي، بعد التعديلات التي أدخلت عليه في 2006، والذي تمنع أحكام المادة 2 منه المشغل من خصم أجر العامل المنزلي مقابل توفير الأكل والملبس والسكن والخدمات الصحية. وينص القانون القطاعي الجنوب إفريقي رقم R. 1068 الصادر في 15 غشت 2002 بشأن العمل المنزلي على حكم مماثل في المادة 7 إلا أنه ينص على أن الحد الأقصى لإمكانية الخصم لـ 10 % من الأجر مقابل السكن. أما المشرع الإسباني فقد اختار بموجب المرسوم الملكي رقم 1620/2011، الصادر في 14 نونبر 2011 بتنظيم العمل المنزلي أحكاما مماثلة لمقتضيات مشروع القانون موضوع هذا الرأي الاستشاري، إلى أنه حدد الحد الأقصى للمنافع العينية في 30 % في حين حدده مشروع الأوروغواي في 20 % فقط. وعلى ضوء هذه التجارب، يقترح المجلس الوطني لحقوق الإنسان الحد من نسبة المكملات العينية في الأجر التي تنص عليها مقتضيات المادة 13 من مشروع القانون. ويذكر المجلس أخيرا في هذا الصدد، بأهمية احترام المحددات التالية في أي عملية لإعادة احتساب المكون العيني من أجر العمال المنزليين. ويتعلق الأمر بالمحددات المشار إليها في الفقرة الثانية من المادة 12 من الاتفاقية رقم 189 حول العمل اللائق للعمال المنزليين. وهي ألا تكون أقل مؤاتاة من تلك المطبقة على فئات أخرى من العمال، وضرورة موافقة العامل على المدفوعات العينية، وأن تكون للاستخدام الشخصي للعامل ولمصلحته وأن تكون القيمة النقدية المنسوبة لها عادلة ومعقولة. هوامش



في الواجهة

أصدر محمد الصبار، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، صك البراءة في حق التدخل الأمني العنيف ضد الطلبة المعطلين الذين يحتجون أمام البرلمان مطالبين بحقهم في الشغل. وقال الصبار، المحامي والحقوقى واليساري الذي يجرح خلفه تاريخا من النضال، في لقاء احتضنته طنجة يوم السبت المنصرم، إن من حق قوات الأمن أن تستخدم العنف ضد المعطلين، لأنهم يحتلون الشوارع... هكذا يكون الصبار قد قال كل شيء في هذه القضية ولم يترك لوزير الداخلية ما يمكن أن يقوله بهذا الخصوص.. غريب أن يصدر مثل هذا التبرير عن فاعل حقوقي سابق كثيرا ما كان يهاجم السياسة الأمنية للدولة والتدخل العنيف لقوات الأمن في فك المظاهرات والاعتصامات. يبدو السيد الصبار، وقتها، كان متحلا من أي مسؤولية سوى لسانه. ونعتقد أن مهمة المجلس ليست هي تبرير التدخل العنيف للأمن في حق المحتجين، فهذه مهمة وزير الداخلية ومختلف المصالح التابعة له وليست مهمة مجلس وطني لحقوق الإنسان. مهمة الصبار هي تقييم حصيلة المملكة في مضمار حقوق الإنسان والسهر على تنزيل توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة وإغلاق الملفات المفتوحة من مرحلة سنوات الرصاص، وليس ارتداء جلباب وزارة الداخلية.

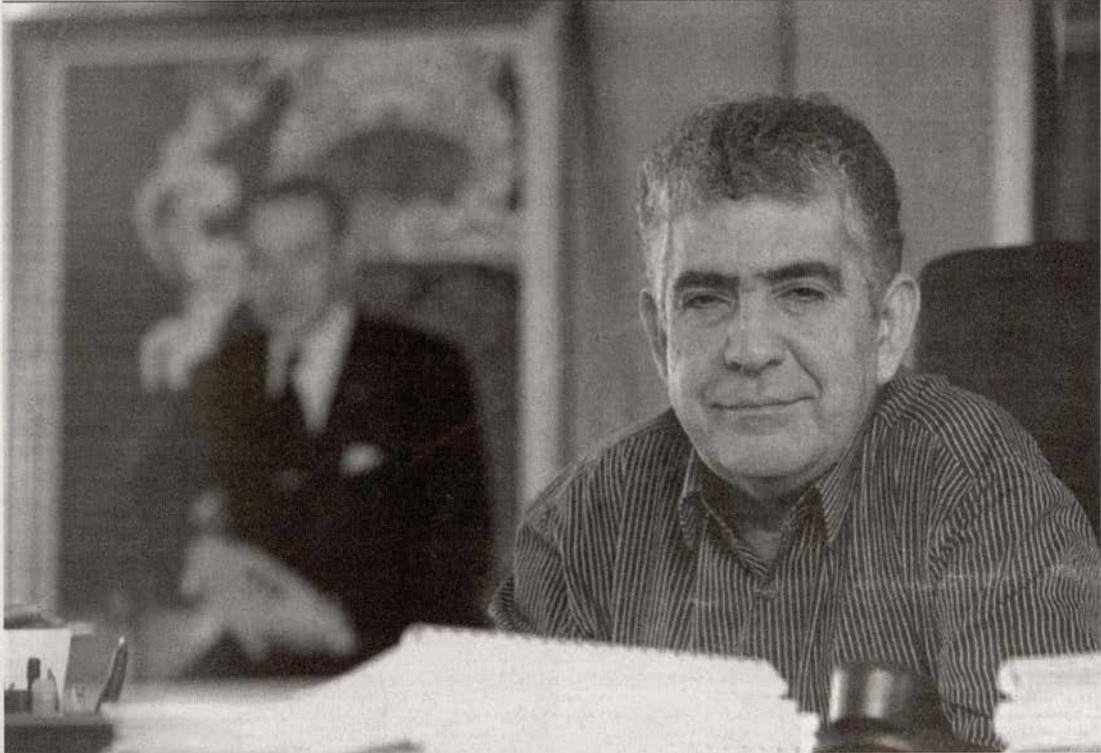
التمييز بين الاحتجاج وبين والفوضى لا بد منه، والتظاهر عندما يخرج عن خطه السلمي ويصبح احتلالا للمؤسسات الدولة لا بد أن يتدخل القانون لضمان حق الآخرين في السلم، ومشكلتنا مع السيد الصبار هي فقط أنه خلط بين دوره على رأس المجلس الوطني لحقوق الإنسان ودور المسؤول الأمني.



إدريس اليزمي: في قضية الصحراء المغرب ليس لديه ما يخفيه

المغرب لا يحتاج إلى بعثة لمراقبة حقوق الإنسان ■ ويحتاج مواطنين يستطيعون الدفاع عن حقوقهم بأنفسهم

52/3



إدريس اليزمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان (أرشيف)

إعداد: أمال كنين

وجهات نظر مختلفة جدا بشأن مسألة مستقبل الصحراء، فبرز أن المجلس ينظم، على سبيل المثال، دورات تدريبية في مجال حقوق الإنسان. وزاد قائلا 'نظمتنا تسعة عشر حلقة تدريبية في العيون لوحدنا'. وحول المشاكل التي يواجهها المجلس الوطني لحقوق الإنسان، قال اليزمي إنه تم تحديد حوالي خمسة عشر حالة فيما يخص خرق حرية تكوين الجمعيات في الصحراء، وموقف المجلس هو أن أي جمعية أُنشئت بشكل قانوني يجب أن تتوفر على وصل بالحق في الظاهر، المغرب يعرف حوالي 22 ألف تظاهرة في العام، 98 في المائة من هذه التظاهرات هي خارج الإطار القانوني الذي ينص على إعلان مسبق، ينتج عنه تدخل للشرطة في بعض الأحيان، وقال اليزمي إن المجلس مستوٍ الوعي، لإيجاد توازن بين المظالمين والشرطة.

الحديث عن كون الأمم المتحدة واجهتها ممنوعة من الذهاب إلى الصحراء، في حين ومنذ عام 2000 إلى اليوم، تلقت المملكة ثمانية إجراءات، خصوصا من هيئات الأمم المتحدة، وتقريبا جميعها ذهبت إلى الصحراء. وشرح إدريس اليزمي، أنه عندما يقوم المجلس بإعداد تقارير حول السجون، فإنها تشمل أيضا سجون مدينة العيون، والأمر نفسه ينطبق على مراكز رعاية الأطفال والمستشفيات العقلية. 'دون أن نفعل عن أي مظلمة، لأنه يجب أن نتأكد من الحقائق بشكل صحيح قبل إصدار توصيات من أجل الإصلاح، لذلك وضعنا ثلاث لجان إقليمية لحقوق الإنسان، بما في ذلك اثنان في المنطقة المتنازع عليها دوليا'. وفي السياق ذاته، قال اليزمي إنه ينبغي أن يستند الدفاع عن حقوق الإنسان إلى مرجعية ومنهجية خاصة، تختلف عن العمل السياسي، وضمن المجلس الوطني لحقوق الإنسان هناك

ولجانة الإقليمية'. وفي الأضار نفسه، أبرز أنه توجد في المغرب خطة عمل وطنية من أجل الديمقراطية وحقوق الإنسان، بمساهمة العديد من الفاعلين، قائلا 'نحن نتقدم في هذا المجال، إذ تم تحديث خطة الوطنية، قدمت إلى رئيس الوزراء السابق عباس الفاسي، وبعد دستور عام 2011، تم تقديمها إلى رئيس الحكومة عبد الإله بنكيران من أجل أن يبتني هذه الخطة'. وحول رفض تمديد ولاية بعثة المينورسو، قال اليزمي إن المغاربة تعبوا، خصوصا ممن يعتبرون أنهم أقل شأنا، وعلى وجه التحديد عند الحديث عن الانتهاكات الخطيرة والجسيمة لحقوق الإنسان في المغرب، سواء في الأقاليم الجنوبية أو في الشمال، وهي ليست سوى سخافات وإفراء وكذب، كما أنه أكثر ما يمكن أن نبيئنا، مضيفا أن هناك تلامعا واضحا يظهر، على سبيل المثال، عند

كما قال إن بعض أنصار تمديد ولاية البعثة يدعون أن جميع بعثات حفظ السلام التابعة إلى الأمم المتحدة للسلام يتضمن قسمًا عن 'حقوق الإنسان'، وزاد قائلا في الإطار نفسه إن 'هذا غير صحيح، بالمعنى الدقيق للكلمة، فالبعثة ليس لديها وظيفة ولا ولاية'. وأضاف 'نحن لسنا بحاجة إلى الية دائمة للبعثة لمراقبة حقوق الإنسان، بل نحن في حاجة إلى مواطنين يستطيعون الدفاع عن حقوقهم بأنفسهم'. وأشار اليزمي إلى أنه في مجال حقوق الإنسان أُنشئت العديد من الاليات الوطنية فعاليتها، قائلا إنه 'لا أحد يستطيع أن يشكك بجديّة ذلك، ولا حتى بعض المنظمات التي تتخلل تمديد ولاية البعثة، مثل (هيومن رايتس ووتش) ومنظمة العفو الدولية، واثنين من المنظمات غير الحكومية، الذين يتنون على الكفاءة المهنية للمجلس الوطني لحقوق الإنسان

قال إدريس اليزمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، حول كون فكرة تمديد ولاية 'المينورسو' لمراقبة حقوق الإنسان في الأقاليم الجنوبية كثيرا ما أُنشرت بإصرار في السنوات الأخيرة، إن هذه المسألة تضمنتها العديد من تقارير المنظمات غير الحكومية، لكن ليست من قلبها جميعها، مضيفا أن الموقف الذي عبرت عنه وأشتطت بمناسبة صدور التقرير الأخير للأربعين العام للأمم المتحدة، يظهر أن هذا الموضوع متكرر ويزداد. وفي حوار أجرته معه مجلة 'جون أفريك' قال اليزمي إنه تم رفض هذا الطلب من قبل جميع أفراد الطبقة السياسية المغربية لأنه ينظر إليها كنوع من نفي القدرة الوطنية على التقدم في مجال حقوق الإنسان، ولكن تاريخ المغرب ومنذ أكثر من عشرين سنة يظهر أنه كان هناك تقدم في هذا المجال.



الدبلوماسية البرلمانية تقتضي حضورا مكثفا في الميدان (كريم غلاب)

فيلنيوس/ليتوانيا/29/11/2013

أكد رئيس مجلس النواب السيد كريم غلاب الذي يزور حاليا فيلنيوس بليتوانيا حيث شارك أمس الخميس في اجتماع رؤساء لجان الشؤون الخارجية بالاتحاد الأوروبي والمنتدى البرلماني من أجل الديمقراطية، أن الدبلوماسية البرلمانية تقتضي حضورا مكثفا في الميدان وانتشارا كبيرا بالنظر إلى أنه داخل كل برلمان يوجد عشرات من أصحاب القرار.

وقال السيد غلاب في حديث لوكالة المغرب العربي للأنباء عقب اختتام أشغال هذا اللقاء إن كل برلماني يتوفر على صوت وبالتالي يجب إقناعه، فمعكس الحكومة التي لا يمكن أن تتبنى إلا موقفا واحدا يظل البرلمان مؤسسة بأصوات متنوعة ومن ثمة يصبح الانتشار المكثف ضرورة.

وحسب السيد غلاب فإنه في حال ترك الميدان فارغا يمنح الآخرين فرصة لتمرير أكاذيبهم، موضحا أن دور البرلماني هو التفسير وإقناع صاحب القرار، مضيفا أنه يتعين "إسماع صوت المغرب ليس فقط لدى أصدقائنا الذين تربطنا بهم علاقات صداقة بل الانفتاح أيضا على البلدان الأخرى حيث نحن غائبون".

وأشار رئيس مجلس النواب في هذا السياق إلى جمهوريات البلطيق والدول الاسكندنافية، المنطقتان حيث "نحن تقليديا غائبون" مضيفا "إننا نتواجد فيلنيوس حيث يعقد اجتماع للاتحاد الأوروبي حول الشراكة الشرقية، التأم على هامشه اجتماعان مهمان لرؤساء لجان الشؤون الخارجية بالاتحاد الأوروبي والمنتدى البرلماني من أجل الديمقراطية".

وأضاف أن المغرب هو البلد الوحيد غير العضو في هذه الجمعيات والذي حضر هذه التظاهرات، موضحا أن حضور المغرب يمثل فرصة لمناقشة وتقديم التجربة الديمقراطية للمملكة والدفاع عن مصالحها أمام بلدان الاتحاد الأوروبي وأوروبا الوسطى والشرقية وأن من مهام الدبلوماسية البرلمانية بالإضافة إلى دفاعها عن القضايا الوطنية العمل على ضمان إشعاع دولي للمغرب.

وشدد على ضرورة "تعزيز المكتسبات وفتح جبهات جديدة من خلال تبني خطاب آخر غير ذلك المعروف رسميا وبطريقة واضحة وأكثر تحررا".

وتطرق رئيس مجلس النواب من جهة أخرى لقضية حقوق الإنسان بالمغرب مسجلا أن المملكة تتقدم اليوم بمكتسباتها ومنها هيئة الانصاف والمصالحة والمجلس الوطني لحقوق الإنسان وتوصيات الهيئة التي تم دمجها في الدستور والانضمام الإرادي للمغرب لمسلسل الأمم المتحدة.

واعترف السيد غلاب في المقابل بأن هناك أشواطاً يجب قطعها وقال "نحن اليوم لا نزع الكمال ولكن يتعين الاعتراف بأن البلد خطا خطوة مهمة في الدفاع عن حقوق الإنسان"، مشيراً إلى أنه في حال وجود خرق فإن المجلس الوطني لحقوق الإنسان والبرلمان يمثلان أداتين للمراقبة من أجل إدانة أي تجاوز.

وزير الخارجية مزوار: يجب تفادي أخطاء الماضي في الصحراء ومنها تطبيق توصيات المجلس الوطني لحقوق الإنسان

ركز وزير الخارجية صلاح الدين مزوار على امتلاك الجزائر مفاتيح تحرك البوليساريو في نزاع الصحراء، ودعا الى تطبيق قرارات المجلس الوطني لحقوق الإنسان لتفادي توظيف البوليساريو لهذا الملف دوليا، وهو الملف الذي ألحق بالمغرب الكثير من الضرر دبلوماسيا. وجاءت تصريحات صلاح الدين مزوار بصفته الحزبية "التجمع الوطني للأحرار" في اجتماع أمس السبت "للجنة المتابعة حول قضية الصحراء المغربية" بحضور منتخبي الحزب في الأقاليم الجنوبية وعضوة المكتب السياسي امباركة بوعيدة. وتتميز تصريحات مزوار بنوع من الواقعية بعدما وصل ملف الصحراء الى وضع سائك للغاية. وفي هذا الصدد، اعترف أن وضع الملف دوليا سائك، واتهم الجزائر بتوظيف ترسانتها الدبلوماسية والمالية لتقويض وحدة المغرب والتحكم في جبهة البوليساريو حتى لا تترك لها هامش المناورات في المفاوضات. وجاء في الورقة التي نشرتها الحزب حول الاجتماع في موقعه في شبكة الإنترنت " كما أكد المزوار أن ملف القضية الوطنية يأخذ مسارا معقدا اليوم بدخول الجارة الشرقية على خط الهجوم المستمر على المغرب مهما كلفها ذلك من ثمن، لذا فان عرقلة مسلك للمفاوضات الرامية إلى إيجاد حل سياسي متفاوض حوله مرتبط بتحكم الجزائر في قرارات البوليساريو". وتضمنت مقترحات صلاح الدين مزوار شقين، الأول وهو ضرورة تطبيق المجلس الوطني لحقوق الإنسان التوصيات في الصحراء لسحب ما وصفه "بالبساط من خصوم الوحدة الترابية" في المنتديات الدولية، حيث يراهن على الخروقات الحقوقية لضرب مصداقية المغرب. وعمليا، فملف حقوق الإنسان في الصحراء هو الذي ألحق أكبر ضرر بصورة المغرب لدى المنتظم الدولي. والشق الثاني من الاقتراح هو ضرورة تحرك منتخبي الحزب في الصحراء وأساسا مده بمجموعة من المقترحات لتفادي ما وصفه بأخطاء الماضي.

اليازغي: من يتحدث عن خيار الحرب في الصحراء المغربية، يدفع في اتجاه الانتحار:

عبد الحق الريحاني
2/12/2013

اعتبر محمد اليازغي الكاتب الأول السابق لحزب الاتحاد الاشتراكي للقوات الشعبية، أن من يتحدث عن خيار الحرب في الصحراء المغربية فهو يدفع في اتجاه الانتحار في إشارة إلى البوليساريو التي تلوح بحمل السلاح ضد المغرب في كل مرة حين يحقق هذا الأخير نصرا دبلوماسيا في قضيته الوطنية. وأوضح اليازغي الذي كان يتحدث في عرض له حول «الصحراء بين تحدي الأمم المتحدة والإصلاح الداخلي» الذي نظمته جمعية شباب اليقظة للتنمية يوم الجمعة الماضي بمقر دار الثقافة بمدينة سلا الجديد، أوضح أن المغرب في صحرائه، وسائر في تنمية مناطقه الجنوبية، والقضية بيد الأمم المتحدة، وقد اقترح مشروعاً للحكم الذاتي الذي وصفه بالمقترح الجددي والواقعي وذو المصادقية.

وفي السياق ذاته توجه اليازغي إلى البوليساريو التي تردد أسطوانتها المشروخة الاستفتاء لتقرير المصير، مذكرا إياهم بأن منظمة الأمم المتحدة قد تخلت عن مقترح الاستفتاء في وقت بيريدي ديكيولار، وقررت دعوة الأطراف المعنية بنزاع الصحراء للبحث عن حل سياسي دائم ومتوافق عليه، عينت ممثلا شخصيا للسهر على هذه المسطرة. وانتقد اليازغي بنفس المناسبة عبد الاله بنكيران رئيس الحكومة الذي تلمص من مسؤولياته حيال القضية الوطنية حين صرح مؤخرا في البرلمان على أن القضية الوطنية بيد الملك، مذكرا في نفس الوقت رئيس الحكومة بأن الخطاب الملكي الأخير بمناسبة الذكرى 38 للمسيرة الخضراء قد أكد ان القضية الوطنية قضية الجميع، ونه اليازغي بنكيران إلى أن كل المغاربة مع الملك في صف واحد في القضية الوطنية وهذه الصفوف يجب أن تكون صفوفها متراصة ومتحركة. وبخصوص حقوق الإنسان في الصحراء المغربية، دعا اليازغي الحكومة المغربية للسهر على تطبيق توصيات المجلس الوطني لحقوق الإنسان، مشيرا في هذا السياق إلى أنه ليس كافيا أن يقول رئيس الحكومة في البرلمان «نفتخر بوجود المجلس الوطني لحقوق الإنسان».

وقام اليازغي في عرضه بكونولوجيا ملف الصحراء المغربية بداية من مرحلة ما قبل المسيرة الخضراء إلى اليوم، مروراً بما عرفه الملف من تطورات وجهود بين يدي الممثلين الشخصيين للأمم العام لمنظمة الأمم المتحدة، انطلاقاً من مخطط بيريدي ديكيولار الذي قبله المغرب والطرف الآخر البوليساريو، الذي اقترح خيار الاستفتاء، رغم أن الجميع كان يعرف أن الجزائر هي الطرف الحقيقي في نزاع الصحراء، وذلك تجنباً للحرب مباشرة مع الجزائر التي ستكون مدمرة للبلدين، بالإضافة إلى مقترح جيمس بيكر الذي اقترح حكماً ذاتياً لمدة خمس سنوات والمغرب من سيسهر على بناء دولة مستقلة في الصحراء الشيء الذي رفضه المغرب وقبلة الانفصاليون. وأشار اليازغي إلى أنه بعد فشل مخطط جيمس بيكر، تم تعيين ممثل شخصي للأمم العام للأمم المتحدة وهو دوستو من البيرو، حيث قبل المغرب بهذا الدبلوماسي إلا أن الجزائر رفضته وتم التخلي عنه ليتم تعيين الهولندي بيتر فالسوم الذي وصف المقترح المغربي مشروع الحكم الذاتي بالمقترح الواقعي والجددي وذو المصادقية، وعلى أن الاستقلال في هذه المنطقة غير واقعي ومستحيل وقادت الجزائر حملة ضده حتى تم تعيين كريستوفر روس.

وأوضح اليازغي في ذات السياق أن المغرب قبل بالأمريكي كريستوفر رغم أنه كان يعلم أنه كان سفيرا يمثل بلاده بالجزائر لعدة سنوات، وبالتالي أظهر واقع الحال فشل المفاوضات غير المباشرة بين المغرب والبوليساريو التي اقترحتها هذا الممثل الشخصي للأمم العام للأمم المتحدة، ويقول اليازغي «ها نحن نتابع كذلك زيارته المكوكية للأطراف المعنية، حيث وسع اللقاءات إلى المنتخبين والنواب والعناصر التي تطالب بالانفصال. وبعد تقديم تقريره سيكون لنا كلمة في ذلك».

وخلص اليازغي في عرضه هذا إلى أن استمرار الإصلاح داخل المغرب وتمنيع الجبهة الداخلية والاستمرار في خيار البناء الديمقراطي هي شروط أساسية لربح القضية الوطنية، خاصة مع مشروع الجهوية الموسعة الذي لا بد من بذل الجهود من أجل تنفيذه وتطبيقه على الاقاليم الجنوبية تجنباً للفراغ، والرأي العام مطالب بالضغظ على هذه الحكومة من أجل القيام بإصلاحات حقيقية.

Travail domestique au Maroc : Les recommandations du CNDH

vendredi, 29 novembre 2013 - 10:58 am

Le Conseil National des droits de l'Homme (CNDH), a recommandé dans son avis sur le projet de loi fixant les conditions d'emploi des travailleurs domestiques de fixer l'âge minimum d'admission au travail domestique à 18 ans. Dans cet avis formulé suite à la Correspondance 328/13 du 23 septembre 2013 du président de la chambre des conseillers, le CNDH souligne que la démarche d'alignement du projet de loi sur le code du travail devrait couvrir d'autres aspects concernant les garanties juridiques accordées à cette catégorie des travailleurs, l'adaptation des dispositions relatives à la convention collective de travail, notamment les dispositions de l'article 105 du code du travail, afin de prévoir, dans le projet de loi la possibilité d'établir des conventions collectives pour le secteur du travail domestique. Cet avis a concerné plusieurs côtés dont la protection de la maternité, la durée normale de travail des salariés, les jours de repos, la prime d'ancienneté, le départ à la retraite, le type de travail à effectuer, la rémunération, son mode de calcul et la périodicité des paiements, le congé annuel payé, la fourniture de nourriture et le logement. Le Conseil recommande, dans le même sens, que le projet de loi attribue aux inspecteurs de travail la possibilité d'introduire un recours au tribunal, pour demander la déclaration de nullité de tout contrat qui n'est pas conforme au code du travail et à la loi spécifique régissant le travail domestique. A suivre !

<http://www.infomediaire.ma/news/maroc/travail-domestique-au-maroc-les-recommandations-du-cndh>

03/12/2013

Conseil national des droits de
l'Homme

1

www.cndh.org.ma

Travail domestique au Maroc : Les recommandations du CNDH

vendredi, 29 novembre 2013 - 10:58 am

Le Conseil National des droits de l'Homme (CNDH), a recommandé dans son avis sur le projet de loi fixant les conditions d'emploi des travailleurs domestiques de fixer l'âge minimum d'admission au travail domestique à 18 ans. Dans cet avis formulé suite à la Correspondance 328/13 du 23 septembre 2013 du président de la chambre des conseillers, le CNDH souligne que la démarche d'alignement du projet de loi sur le code du travail devrait couvrir d'autres aspects concernant les garanties juridiques accordées à cette catégorie des travailleurs, l'adaptation des dispositions relatives à la convention collective de travail, notamment les dispositions de l'article 105 du code du travail, afin de prévoir, dans le projet de loi la possibilité d'établir des conventions collectives pour le secteur du travail domestique. Cet avis a concerné plusieurs côtés dont la protection de la maternité, la durée normale de travail des salariés, les jours de repos, la prime d'ancienneté, le départ à la retraite, le type de travail à effectuer, la rémunération, son mode de calcul et la périodicité des paiements, le congé annuel payé, la fourniture de nourriture et le logement. Le Conseil recommande, dans le même sens, que le projet de loi attribue aux inspecteurs de travail la possibilité d'introduire un recours au tribunal, pour demander la déclaration de nullité de tout contrat qui n'est pas conforme au code du travail et à la loi spécifique régissant le travail domestique. A suivre !

<http://www.infomediaire.ma/news/maroc/travail-domestique-au-maroc-les-recommandations-du-cndh>

03/12/2013

Conseil national des droits de
l'Homme

1

www.cndh.org.ma

Travail domestique au Maroc : Les recommandations du CNDH

vendredi, 29 novembre 2013 - 10:58 am

Le Conseil National des droits de l'Homme (CNDH), a recommandé dans son avis sur le projet de loi fixant les conditions d'emploi des travailleurs domestiques de fixer l'âge minimum d'admission au travail domestique à 18 ans. Dans cet avis formulé suite à la Correspondance 328/13 du 23 septembre 2013 du président de la chambre des conseillers, le CNDH souligne que la démarche d'alignement du projet de loi sur le code du travail devrait couvrir d'autres aspects concernant les garanties juridiques accordées à cette catégorie des travailleurs, l'adaptation des dispositions relatives à la convention collective de travail, notamment les dispositions de l'article 105 du code du travail, afin de prévoir, dans le projet de loi la possibilité d'établir des conventions collectives pour le secteur du travail domestique. Cet avis a concerné plusieurs côtés dont la protection de la maternité, la durée normale de travail des salariés, les jours de repos, la prime d'ancienneté, le départ à la retraite, le type de travail à effectuer, la rémunération, son mode de calcul et la périodicité des paiements, le congé annuel payé, la fourniture de nourriture et le logement. Le Conseil recommande, dans le même sens, que le projet de loi attribue aux inspecteurs de travail la possibilité d'introduire un recours au tribunal, pour demander la déclaration de nullité de tout contrat qui n'est pas conforme au code du travail et à la loi spécifique régissant le travail domestique. A suivre !

<http://www.infomediaire.ma/news/maroc/travail-domestique-au-maroc-les-recommandations-du-cndh>

03/12/2013

Conseil national des droits de
l'Homme

1

www.cndh.org.ma

مزوار يتزأس خلية المتابعة المعنية بقضية الصحراء المغربية

ترأس صلاح الدين مزوار ، رئيس حزب التجمع الوطني للأحرار يوم السبت 30 نونبر الماضي بالمقر المركزي للحزب [بالرباط](#)، اجتماع لجنة المتابعة حول قضية الصحراء المغربية ، بحضور منتخبي الحزب في الأقاليم الجنوبية وعضوة للمكتب السياسي اامباركة بوععيدة وتناول مزوار خلال هذا اللقاء في كلمته، تطورات قضية الصحراء ميدانيا في ظل التطورات الاخيرة وتربصات خصوم الوحدة الترابية والمكتسبات التي حققها المغرب في الآونة الاخيرة على مستوى المنتظم الدولي و القوى الدولية الكبرى، خاصة بعد الزيارة الملكية الاخيرة لواشنطن والتي توجت ببلاغ مشترك مغربي أمريكي حددت فيه [الولايات المتحدة الامريكية](#) دعمها لمقترح الحكم الذاتي باعتباره مقترحا جديا يتمتع بالمصداقية ، مشيرا في للاتجاه ذاته الى دينامية الحل السياسي المتوافق حوله الذي يمكن ساكنة الأقاليم الجنوبية من تديرها شؤونها بنفسها ضمن إطار الحكم الذاتي الذي يطرحه المغرب اليوم.

كما شدد مزوار على أهمية التوصيات التي انتهى اليها عمل المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي مؤكدا على ضرورة خلق المناخ السليم الكفيل باحراثها على ارض الواقع ومعالجة الأخطاء المرتكبة من اجل تقوية عامل الثقة لدى الساكنة والاستجابة لتطلعاتهم و إيجاد حلول عملية لمشاكلهم والتعامل مع اي تجاوزات معزولة لحقوق الانسان بالمنطقة من منظور تفعيل الآليات الوطنية لمراقبة حقوق الانسان، مؤكدا في السياق ذاته على أهمية الإنجازات التي حققها المغرب على للمستوى الحقوقي والديمقراطي سواء في شمال المغرب او جنوبه ، اضافة الى ضرورة تفعيل توصيات المجلس الوطني لحقوق الانسان ذات الصلة في كل ابعادها الحقوقية حتى يتم سحب البساط من تحت أقدام المتربصين بالوحدة الترابية للمغرب الذين يحركون ملف حقوق الانسان بأساليب مفرطة متعددة وعلى رأسها استعمال المال للتأثير على تقارير بعض إلهيات الدولية لضرب المغرب والمساس بصورته الخارجية.

كما أكد مزوار ان ملف القضية الوطنية يأخذ مسارا معقدا اليوم بدخول الجارة الشرقية على خط الهجوم المستمر على المغرب مهما كلفها ذلك من ثمن ، لذا فان عرقلة مسلك للمفاوضات الرامية الى إيجاد حل سياسي متفاوض حوله مرتبط بتحكيم [الجزائر](#) في قرارات البوليساريو

وأكد رئيس التجمع الوطني للأحرار ان الوضع الذي تجتازه قضية الصحراء اليوم يفرض علينا التحلي بالمزيد من اليقظة والحذر والتعبئة المستمرة في مواجهة مخططات الخصوم التي لا تنتهي ، مع التجاوب الفعلي مع جميع انتظارات ساكنة الأقاليم الجنوبية عبر تنزيل مخطط تنمية الأقاليم الجنوبية ومباشرة الإصلاحات الاقتصادية والاجتماعية الضرورية مع مراعاة الخصوصيات الثقافية والاجتماعية للمنطقة.

كما جدد مزوار تأكيده على ان المغرب يدعم جهود المبعوث الأممي للأمم المتحدة للتوصل الى حل سياسي متوافق حوله يضع حدا لهذا النزاع المفتعل

كما طالب مزوار منتخبي الحزب بجهة الصحراء مده بالمقترحات الضرورية الكفيلة بتجاوز الأخطاء المرتكبة سابقا في تدبير الملف ميدانيا داخل الأقاليم الجنوبية و وضع إجراءات وتدابير عملية كفيلة بتجاوز كل ما من شأنه ان يستغل من لدن الخصوم كأوراق لضرب المغرب او المساس بصورته في للخارج ،وهو ما من شأنه ان يعزز التعبئة الوطنية المطلوبة اليوم أكثر من اي وقت مضى في مواجهة ما يحاك ضد المغرب من مخططات تريد المساس لاستقراره ووحدته رغم ان للمغرب ، يؤكد مزوار، يلعب دورا رياديا في استقرار للمنطقة في مواجهة الارهاب والتطرف الذي يقتات من وضع الانفصال.

Le Maroc au Conseil des Droits de l'Homme ? Bizarre...

Publié le 2 décembre 2013 | par [Flore Vienot](#)

Le Maroc vient de recevoir le privilège de siéger au Conseil des Droits de l'Homme à l'Onu. Un vote en contradiction avec de nombreux rapports sur les violations des droits de l'homme au Royaume Chérifien. Flore Vienot nous propose une analyse de cette décision pour le moins surprenante.

Le 14 novembre dernier, le Maroc accède au siège du Conseil des Droits de l'Homme à l'Onu avec 163 voix sur 193 pour un mandat de 3 ans. Empêché en 2009 par la Communauté Internationale, le Royaume chérifien obtient enfin ce qu'il lui manquait pour finir d'asseoir son autorité dans la région. Pourtant, une partie de la Communauté Internationale continue à dénoncer les nombreux manquements aux droits humains au sein du Royaume. Bizarre, bizarre...

Le monde entier reconnaît les progrès du Maroc sur la questis Droits de l'Homme...

« Le Maroc a été élu parce qu'il détient la carte de visite de l'engagement en faveur de la protection et de la défense des droits de l'Homme partout dans le monde », a affirmé Omar Hilal, ambassadeur représentant permanent du Maroc auprès de l'Office des Nations unies à Genève, alors que le Maroc accédait au siège du Conseil des Droits de l'Homme. Des associations marocaines comme l'AMDH ou l'OMDH présentes sur le terrain depuis une trentaine d'années, travaillent en effet au quotidien pour défendre les droits humains sur le territoire. Petit à petit elles se sont fait une place à l'international. Et depuis sa création en 2011, le Conseil National des Droits de l'Homme vient « concrétiser l'engagement du Royaume du Maroc dans la protection des droits et libertés des citoyens » et « affirmer l'attachement du pays au respect de ses engagements internationaux en matière de protection et de promotion des droits de l'Homme ». Le vote massif en faveur du Maroc est donc selon Omar Hilal « un désaveu de tous ceux qui critiquent le Maroc, le dénigrent et l'agressent en ce qui concerne la prétendue violation des droits de l'Homme ».

... Malgré des rapports très inquiétants des observateurs internationaux

Car si 163 pays ont voté (à bulletin secret) en faveur de l'entrée du Maroc au Conseil des Droits de l'Homme à l'Onu en ne tarissant pas d'éloges sur les « progrès » du Maroc, une partie de ces mêmes États, par l'intermédiaire des gouvernements et de la société civile, dénoncent régulièrement les manquements de l'État marocain au respect des droits humains. Comme Reporters sans frontière qui place le Maroc au 139 rang sur 179 dans le classement mondial de la liberté de la presse.

Ainsi en mars dernier, Juan Mendez, le rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture, rendait un rapport inquiétant, affirmant qu'au Maroc « la torture et les mauvais traitements n'ont pas disparu » et constatant que « la pratique des traitements cruels persiste dans les affaires pénales de droit commun ». Il se disait également « vivement préoccupé par plusieurs témoignages relatifs au recours à la torture et aux mauvais traitements dans des cas présumés de terrorisme ou de menace contre la sécurité nationale ».

John Kerry à la tête du Département américain accuse également le Maroc dans un rapport sur la situation des droits de l'Homme dans le monde. La fondation Robert Kennedy a aussi rendu un rapport faisant part des mêmes inquiétudes. Et les visites régulières du rapporteur spécial des Nations Unies, Christopher Ross, se soldent à chaque fois par des comptes-rendus jugeant insuffisants les efforts du Maroc sur cette question.

Tous, gouvernements, associations et fondations, dénoncent aussi les difficultés pour les observateurs internationaux de faire leur travail en toute liberté. Ainsi le 22 octobre le Rapport Tannock du Parlement européen sur la région du Sahel y compris du Sahara Occidental « déplore vivement que, le 6 mars 2013, le Maroc ait expulsé une délégation de quatre députés au Parlement européen [...], déplore profondément le comportement des autorités marocaines et exige du Royaume du Maroc qu'il accorde la liberté d'accès et de circulation au Sahara occidental aux observateurs indépendants, aux députés, à la presse et aux organisations humanitaires ».

<http://latelelibre.fr/2013/12/02/le-maroc-au-conseil-des-droits-de-lhomme-bizarre/>

Difficile à croire que le Maroc ait pu accéder si facilement à un siège du Conseil international des Droits de l'Homme... Incroyable donc, et inquiétant pour les défenseurs de la cause sahraouie.

Depuis bientôt 40 ans un conflit oppose le Maroc et le Front Polisario, revendiquant tout deux le territoire au Sud du Maroc et au Nord de la Mauritanie, nommé par les marocains « *provinces du sud* » et par les sahraouis « *Sahara Occidental* ». Ce territoire est classé à l'ONU, parmi 17 autres, dans la liste des « *territoires non autonome à décoloniser* ». Du point de vue du Droit International, il est ainsi occupé illégalement par le Maroc depuis 1975, année de la Marche verte à l'issue de laquelle les marocains ont été appelés à s'installer dans le sud. Depuis la fin du conflit armé en 1991, la situation est en léthargie : la mission onusienne (la Minurso) est dans l'incapacité à organiser le référendum d'autodétermination qu'elle a pour rôle de mettre en place ; plus de 200 000 exilés politiques sahraouis sont toujours réfugiés dans des camps proche de Tindouf en Algérie tandis qu'une minorité vit dans les territoires occupés, de l'autre côté du mur de sable et de mines long de 2700 km, construit par le Maroc dès 1981. Et des exactions commises à l'encontre du peuple sahraoui sont toujours dénoncées par des associations locales et internationales, par des ONG ainsi que par certains gouvernements et parlementaires.

Ainsi le Rapport Tannock « *se dit gravement préoccupé par le récent rapport du rapporteur spécial des Nations unies sur la torture, qui a trouvé des preuves établissant que des fonctionnaires marocains ont détenu des citoyens pour des motifs politiques, ont fait subir des tortures et des viols à des détenus sahraouis, ont enlevé puis abandonné dans le désert des protestataires afin de les intimider, et ont ciblé délibérément et régulièrement des défenseurs de l'indépendance, y compris dans leur propre maison* ». Il pointe aussi les « *disparitions forcées* » et « *procès iniques* ». Le 17 février dernier, un tribunal militaire à Rabat condamnait en effet 25 civils sahraouis, dont des militants pour les droits de l'Homme, à des peines allant de 20 ans de prison à la perpétuité pour 9 d'entre eux. Amnesty international demande que soient « *rejugés dans le cadre de procès équitables devant des tribunaux civils* » et que soient ouverte « *une enquête sur leurs allégations de torture* ». Le Rapport Tannock condamne aussi « *les violations des droits de l'homme dont sont victimes les femmes sahraouies sur les territoires occupés par le Maroc, [...] auxquelles ont recours les forces occupantes marocaines pour intimider le peuple sahraoui dans sa lutte pour son droit légitime à l'autodétermination* ».

A l'Onu, la Minurso est la seule mission à ne pas avoir dans son mandat la surveillance des droits de l'Homme, pourtant revendiquée par un grand nombre de droit-de-l'hommistes partout dans le monde. L'obtention par le Maroc d'un siège au Conseil des Droits de l'Homme de l'Onu ferme encore un peu cette possibilité revendiquée, et pourrait bien aussi enfouir un peu plus encore la réalité d'une situation qui peine déjà à atteindre les oreilles du grand public.

Flore Viénot

Protection des droits de l'Enfant: La présidente de l'Observatoire national des droits de l'Enfant (ONDE) SAR la Princesse Lalla Meryem préside à Tanger la Convention

M. ABOUABDILLAH

Sous le Haut Patronage de SM le Roi Mohammed VI et dans le cadre de la commémoration du 20ème anniversaire de la ratification par le Maroc de la Convention des Nations unies des droits de l'Enfant (CNUDE), SAR la Princesse Lalla Meryem, présidente de l'Observatoire national des droits de l'Enfant (ONDE), a présidé en fin de matinée de jeudi à la salle couverte omnisports de Ziaten à Tanger, la séance d'ouverture des travaux de la première Convention "Jeunes pour les droits de l'enfant" et la cérémonie de signature de cinq conventions entre l'ONDE, d'une part, et des départements gouvernementaux, des institutions nationales et des conseils élus, portant sur la protection des droits de l'Enfant.

tte rencontre qui sera clôturée ce samedi et qui a pour objectif d'ancrer les différents acquis concernant la situation de l'enfant au Maroc et déterminer de nouvelles approches pour traiter les problèmes et difficultés de l'enfant, vise aussi à créer un espace de discussion entre jeunes en faveur de l'enfant et ses droits, dans le but de relancer le débat autour de la place de l'enfant dans la société.

A son arrivée à la salle couverte omnisports de Ziaten, SAR la Princesse Lalla Meryem a passé en revue un détachement de la Garde municipale qui rendait les honneurs, avant d'être saluée par le ministre de l'Intérieur, Mohamed Hassad, le ministre de la Justice et des libertés, Mustafa Ramid, le ministre de la Jeunesse et des sports, Mohamed Ouzzine, la ministre de la Solidarité, de la femme, de la famille et du développement social, Bassima El Hakkaoui, le wali de la région de Tanger-Tétouan, Mohamed Yacoubi, ainsi que par plusieurs personnalités civiles et militaires, des élus et des membres de l'ONDE.

Ont pris part à cette première Convention "Jeunes pour les droits de l'enfant", quelque 2.000 personnes, dont des jeunes anciens membres du Parlement de l'Enfant, ainsi que les membres actuels, aux côtés de militants des droits de l'Homme, d'experts, d'acteurs associatifs et de personnalités du monde des arts et du sport.

La rencontre a été marquée par l'organisation de plusieurs ateliers, forums, tables rondes et conférences visant à engager une réflexion ouverte sur la situation réelle de l'enfant dans la société et sur l'évolution des droits des enfants durant ces deux dernières décennies, à travers une mise en relief des priorités d'actions qu'il convient de retenir pour la consolidation des acquis des droits des Enfants, telles que "l'Enfant et la Santé mentale", "l'Enfant et la protection juridique", "les Enfants en situation difficile", "l'Enfant et l'équité dans l'accès au savoir", "l'Enfant et les nouveaux médias" et "les droits des Enfants à la lumière des Objectifs.

Pour la clôture de l'événement, un marathon symbolique doit être organisé ce samedi autour du thème "la sécurité et la protection de l'Enfant est l'affaire de tous". Ce marathon doit réunir 15.000 participants venus des quatre coins du monde et du Maroc.

Au cours de la cérémonie d'ouverture des travaux, des personnalités nationales et internationales et d'anciens membres du Parlement de l'Enfant ont présenté des témoignages saluant les efforts de l'ONDE et l'action de SAR la Princesse Lalla Meryem, ayant permis de renforcer la protection des droits de l'Enfant au Maroc, améliorer les différents indicateurs relatifs à la situation de l'enfance et promouvoir la culture des droits de l'Enfant au niveau des différents secteurs.

Selon l'acteur associatif, M. Mohamed Mjid, le Maroc a réalisé de grandes avancées en matière de protection des droits de l'Enfant, grâce aux efforts de l'ONDE, une institution de première importance pour la promotion, le suivi et la protection des droits de l'enfant, dira-t-il.

Mme Vellina José Antonio Sierra, représentant des Nations Unies pour la jeunesse, a, pour sa part, mis en exergue le grand potentiel des jeunes en Afrique en général et au Maroc en particulier, soulignant l'importance d'associer les jeunes dans la réflexion et dans les actions visant à promouvoir les droits de l'Enfant.

Pour sa part, l'ambassadeur des bonnes volontés de l'UNESCO, M. Modibo Diara, a salué les efforts déployés par le Maroc pour la promotion et la protection des droits de l'Enfant durant les vingt dernières années, notant que l'organisation de cette Convention témoigne de l'intérêt apporté à cette question faisant du Maroc un exemple à suivre sur le plan africain.

« Les efforts de SAR la Princesse Lalla Meryem dans le domaine de l'enfance nous honorent tous et nous rendent fiers » dira-t-il, appelant les jeunes participants à cette rencontre à profiter de cette plate-forme de discussion et d'échange pour favoriser l'émergence d'une génération agissante.

A cette occasion, SAR la Princesse Lalla Meryem a procédé à la remise d'attestations de mérite à des jeunes venus d'Afrique, de Roumanie, de Bulgarie, d'Allemagne, d'Espagne, de Serbie et de Chine, participant à une modélisation des Nations unies (Model United Nations-MUN) organisée dans le cadre de cette Convention dans le but de capitaliser sur un échange des bonnes pratiques sur le thème de la sécurité de l'enfant.

La MUN est une simulation qui a pour but de former les participants aux négociations internationales mais aussi à la diplomatie. Animé par des jeunes en provenance de plusieurs pays, le MUN est destiné à promouvoir une meilleure participation des jeunes à la vie de la collectivité nationale.

D'autre part, SAR la Princesse Lalla Meryem a présidé, sur place, la cérémonie de signature de cinq importantes conventions détaillées comme suit :

La première convention constitue un accord cadre de partenariat liant le ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle et l'ONDE, portant sur l'équité dans l'accès au savoir. Cette convention, signée par le ministre de l'Education nationale et de la formation professionnelle, Rachid Belmokhtar et la première vice-présidente de l'observatoire, le Dr Amina Malqi Tazi, vise notamment le renforcement de la coopération dans la lutte contre la violence en milieu scolaire et l'amélioration de l'accès au savoir.

La deuxième convention, signée entre l'ONDE et le ministère de la Santé, porte sur "la protection de la santé psychologique et mentale de l'enfant". Elle a été signée par le Dr Malqi Tazi et le ministre de la Santé, le Dr El Hossein El Ouardi, avec pour objectif de protéger les enfants du fléau des drogues et soutenir les programmes de santé psychologique et mentale en faveur de l'enfant.

Une troisième convention entre le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) et l'ONDE concerne un accord de coopération et de partenariat sur "les mécanismes référentiels pour la protection de l'enfant". Signé par le président du CNDH, Driss El Yazami et Mme Malqi Tazi, cet accord entend consacrer l'approche des droits de l'Homme dans l'ensemble des affaires concernant l'enfant et coordonner l'action des différents intervenants dans le domaine de la protection des droits de l'Enfant.

La quatrième convention a été conclue entre l'ONDE, la wilaya de la région de Tanger-Tétouan et le Conseil de la région de Tanger-Tétouan. Elle vise à mettre en place un programme intégré pour la protection de l'enfance au niveau de la région et développer les mécanismes à même de réaliser les objectifs de ce programme.

Cette convention a été signée par le wali de la région Tanger-Tétouan, Mohamed Yacoubi, le président du Conseil de la région, Rachid Mohamed Rachid Talbi Alami et le Dr Amina Malqi Tazi.

La cinquième et dernière convention qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre du programme "Tanger ville sûre pour l'Enfant", a été signée par le Dr Amina Malqi Tazi pour l'ONDE, par le wali de la région Tanger-Tétouan, Mohamed Yacoubi et par le maire de Tanger, Fouad El Omari. M. ABOUABDILLAH

Violations graves et massives des droits de l'homme au Maroc : ridicule, mensonger, insultant selon El Yazami

Lundi 2 décembre 2013 à 12h29

Le président du CNDH Driss El Yazami a donné une interview à Jeune Afrique (publiée dans le numéro du 2 décembre) où il est beaucoup question du Sahara, un dossier d'actualité après la tentative d'extension du mandat de la Minurso aux droits de l'homme, puis le plan de développement des provinces du sud dévoilé récemment.

Pour Driss El Yazami, « au Sahara, le Maroc n'a rien à cacher », citant les nombreuses missions internationales s'étant rendues dans le sud et l'action du CNDH en faveur des droits de l'homme. Selon lui, « les Marocains en ont surtout marre qu'on les traite en inférieurs. » Ils refusent d'être mis sous tutelle internationale sur ce sujet.

Le fait d'évoquer les « violations graves et massives des droits de l'homme au Maroc » est qualifié de « ridicule. » « C'est un mensonge, et en plus c'est insultant » martèle l'ex-militant maoïste.

Driss El Yazami détaille que le CNDH a relevé une quinzaine de cas d'atteinte à la liberté d'association au Sahara (contre cinquante dans le nord du royaume), rappelant que le Conseil demande que toute association puisse recevoir son récépissé. Il précise également que depuis janvier 2012, 500 plaintes ont été enregistrées par le CNDH au Sahara.

<http://www.medias24.com/Indiscretions/6845-Violations-graves-et-massives-des-droits-de-l-homme-au-Maroc-ridicule-mensonger-insultant-selon-El-Yazami.html>

National Human Rights Council of Morocco

National Human Rights Institution

Overview

[The National Human Rights Council of Morocco](#) ('the Council') aims to protect rights and freedoms of the citizens of the Kingdom of Morocco. The Council has the following mandate:

Protect, defend and promote human rights

Observe and monitor the human rights situation in the country

Conduct necessary investigations and inquiries

Prepare reports on its observations and investigations and submit them to the competent authorities with relevant recommendations

Intervene, on an urgent basis, whenever there is a source of tension, to prevent any possible individual or collective human rights violations

Who can access it?

Complaints can be made by persons whose rights have been violated. The Council can also examine human rights violations raised in newspapers and reports, or discovered through visits made by the Council to prisons or child protection centers.

How does it work?

To examine human rights violations, the Council, through its Protection and Assistance for Victims Department, receives the complaints. It studies and analyses them and determines if they fall within its scope and concern human rights violations. It then issues a report concerning the approach that needs to be undertaken and submits them to the competent authority. The results are referred to the Communication Unit or other competent authorities.

Complaints not falling within the competence of the Council are to be referred to the appropriate institution.

Outcome

A potential outcome can be a report on whether or not there has been a violation and what measures need to be taken. This report is enforced and monitored by the Council. The recommendations of the Council may include:

financial compensation

social reinsertion (in cases of disputes over ownership of property)

health rehabilitation

References

[The National Human Rights Council of Morocco Website](#)

[Annual Report on The Status of Human Rights and the Achievements and Future Work of the Council 2007](#)